

**PARTIE I – OBJET DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE SERVICES**

**1. CONTEXTE GENERAL**

- 1.1 L'UNICEF s'emploie, dans toutes ses actions, à promouvoir les droits et le bien-être de chaque enfant. Avec ses partenaires, il œuvre dans 190 pays et territoires pour traduire cet engagement en interventions concrètes au bénéfice de tous les enfants du monde, notamment les plus vulnérables et les exclus.

**2. APPEL A LA CONCURRENCE**

1. 2.1 L'objet du présent Appel d'offres pour la fourniture de services est de solliciter des soumissions pour le Recrutement d'un cabinet pour élaborer un référentiel de conduite de l'initiative des classes socioéducatives

**Cet appel d'offres ouvert, s'adresse à égalité de concurrence aux Bureaux d'Etudes qualifiés et établis au Bénin ou dans un pays de l'UEMOA et dont l'activité est en lien direct avec le marché proposé**

- 2.2 Les achats sont effectués sur la base des contrats qui sont passés par l'UNICEF conformément aux conditions de l'Appel d'Offres de Services ayant été conclus. Les quantités effectivement requises varient d'un contrat à l'autre.

- 2.3 Les contrats passés par d'autres entités des Nations Unies constituent un accord contractuel entre le fournisseur et l'entité ordonnatrice. L'UNICEF n'est pas une partie contractante à ces contrats et n'a donc aucune obligation ou responsabilité pour les contrats dont il n'est pas à l'origine.

- 2.4 Le présent Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services comporte les éléments suivants :

- **Le présent document**
- **Annexe B : Termes de références**
- **Annexe C : Critères d'évaluation et attribution du marché**
- **Annexe D : Acte de soumission**
- **Annexe E : Cadre du bordereau des prix unitaires**
- **Annexe F : Modèle lettre d'Engagement**
- **Annexe G : Modèle Présentation Référence Soumissionnaire**
- **Annexe H : Modèle Chronogramme**
- **Annexe I : Modèle Planning**
- **Annexe J : Modèle de liste nominative du Personnel**
- **Annexe K : Modèle CV Personnel**
- **Annexe L : Conditions générales d'achat de biens, de travaux et de services**

- 2.5 Le présent Avis d'appel d'offres ouvert pour la fourniture de services constitue une invitation à soumissionner et ne peut être considéré comme constituant une offre susceptible d'être acceptée ou comme créant un quelconque droit contractuel, légal ou à restitution. Aucun contrat contraignant et, notamment, aucun contrat de



procédure ou autre accord ou arrangement n'existe entre le Soumissionnaire et l'UNICEF et la responsabilité de l'UNICEF n'est pas engagée sur le fondement ou au titre du présent Appel d'offres tant que le contrat correspondant n'a pas été signé par l'UNICEF et l'Attributaire.

## **PARTIE II – PROCÉDURE DE DÉPÔT DES SOUMISSIONS**

### **1. CALENDRIER DE DEPOT DES SOUMISSIONS**

#### **1.1 Questions des Soumissionnaires**

Il est demandé aux Soumissionnaires de poser toute question concernant le présent Avis d'appel d'offres par courriel à [ben-cotonousupply@unicef.org](mailto:ben-cotonousupply@unicef.org)

**La date limite de réception des questions est le 04 Avril 2022 à 12H.**

Les Soumissionnaires doivent veiller à ce que leurs questions soient aussi claires et concises que possible.

Les Soumissionnaires doivent aussi immédiatement signaler à l'UNICEF par écrit toutes les ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres inexactitudes relevées dans toute partie de l'Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services, en donnant toutes précisions s'y rapportant. Ils ne peuvent pas tirer parti de telles ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres inexactitudes.

L'UNICEF regroupe l'ensemble des questions reçues et postera l'ensemble des réponses sur UNGM ([www.ungm.org](http://www.ungm.org)) **au plus tard le 05 Avril 2022 à 17H.**

- 1.2 Modifications de l'Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services. À tout moment avant la date limite de dépôt des Soumissions, l'UNICEF peut, pour quelque raison que ce soit, de sa propre initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un Soumissionnaire potentiel, apporter des modifications à l'Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services. Si ce dernier est accessible au public en ligne, les modifications sont également affichées en ligne. En outre, tous les Soumissionnaires potentiels qui ont reçu l'Avis directement de l'UNICEF sont informés par écrit de toutes les modifications qui lui sont apportées. Afin de leur donner le temps nécessaire pour tenir compte de ces modifications, l'UNICEF peut, à sa seule discrétion, repousser la date limite de dépôt des Soumissions.

#### **1.3 Date limite de dépôt des Soumissions.**

Les offres techniques ainsi que les offres financières doivent être uniquement envoyées au plus tard **12 Avril 2022 à 15H00**, heure de Cotonou, respectivement aux adresses mail ci-après



## LIBS-2022-9172711 ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE CONDUITE DE L'INITIATIVE DES CLASSES SOCIO-EDUCATIVES - REPUBLICATION

- Offres techniques : [Benin-AO-Programmes@unicef.org](mailto:Benin-AO-Programmes@unicef.org)
- Offres financières : [benin-offrefinanciere@unicef.org](mailto:benin-offrefinanciere@unicef.org)

### 2. **Objet du mail : Offre \_Nom de l'entreprise (LIBS-2022-9172711 ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE CONDUITE DE L'INITIATIVE DES CLASSES SOCIO-EDUCATIVES - REPUBLICATION**

Les Soumissions reçues par l'UNICEF après cette date sont rejetées.

**Ouverture des plis.** Avec le contexte COVID Actuel, les offres ne seront pas ouvertes en Public.

## 2. **LANGUE**

- 2.1 La Soumission ainsi que l'ensemble des documents et de la correspondance s'y rapportant échangés entre le Soumissionnaire et l'UNICEF sont rédigés en Français. Les documents justificatifs et les documents imprimés communiqués par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition qu'ils soient accompagnés d'une traduction appropriée en Français ou en Anglais. Lors de l'analyse de la Soumission, la version traduite de ces documents justificatifs et documents imprimés prévaut sur la version originale. La responsabilité de la traduction, y compris son exactitude, est exclusivement du ressort du Soumissionnaire.

## 3. **VALIDITE DES SOUMISSIONS ; MODIFICATIONS ET ECLAIRCISSEMENTS ; RETRAIT**

- 3.1 **Période de validité.** Les Soumissionnaires doivent indiquer la période de validité de leur Soumission. Les Soumissions doivent être valables pour une période d'au moins cent vingt (120) jours après la date limite de dépôt. Une Soumission valable pour une période plus courte n'est pas examinée. L'UNICEF peut demander au Soumissionnaire de proroger la période de validité. Les Soumissions pour lesquelles la prorogation de la période de validité est refusée par les Soumissionnaires sont disqualifiées.
- 3.2 **Autres modifications.** Toutes les modifications apportées à une Soumission doivent être communiquées à l'UNICEF avant la date limite de dépôt. Le Soumissionnaire doit indiquer clairement que la Soumission révisée constitue une version modifiée et remplace la version antérieure, ou indiquer les modifications par rapport à la Soumission initiale.
- 3.3 **Retrait de la Soumission.** Une Soumission peut être retirée par le Soumissionnaire sur demande envoyée par courriel, par télécopie ou par écrit à l'UNICEF avant la date limite de dépôt. Une négligence de la part du Soumissionnaire ne confère aucun droit de retrait de la Soumission après son ouverture.
- 3.4 **Éclaircissements demandés par l'UNICEF.** Lors de l'évaluation des Soumissions, l'UNICEF peut, à sa seule discrétion, demander des éclaircissements à tout Soumissionnaire afin de bien comprendre sa Soumission et de pouvoir procéder plus efficacement à l'examen, l'évaluation et la comparaison des Soumissions. Il peut demander ces éclaircissements par le biais de communications écrites ou peut organiser un entretien avec tout Soumissionnaire. Aucune modification du prix ou de la



substance de la Soumission n'est demandée, proposée ou autorisée, sauf si cela est nécessaire pour permettre la correction d'erreurs de calcul décelées par l'UNICEF.

- 3.5 Références. L'UNICEF se réserve le droit de contacter la totalité ou une partie des garants cités par le(s) Soumissionnaire(s) et de rechercher des références auprès d'autres sources qu'il juge appropriées.

#### **4. ADMISSIBILITE ; INFORMATION DES CANDIDATS**

- 4.1 Soumissionnaire. Le terme « Soumissionnaire » désigne tout Bureau d'Etudes qui dépose une Soumission sur la base du présent Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services et le terme « Soumission » tous les documents fournis par un Soumissionnaire dans sa réponse à cet Avis. Pour être admissible, un Soumissionnaire doit se conformer aux déclarations figurant dans la partie V du présent document, y compris celles concernant les normes déontologiques, notamment les conflits d'intérêts.

#### **4.2 Coentreprise, consortium ou partenariat**

- a) Si le Soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques qui formeront ou ont formé une coentreprise, un consortium ou un partenariat pour le dépôt de la Soumission, ces entités confirment chacune dans leur Soumission conjointe :
  - i) qu'elles ont désigné une partie pour agir en tant qu'entité chef de file, dûment habilitée à engager juridiquement les membres de la coentreprise conjointement et solidairement, comme en atteste un Contrat de coentreprise conclu entre elles, qui est joint à la Soumission ;
  - ii) que, si elles sont retenues pour conclure le Contrat de Services, l'entité chef de file désignée conclut cet Accord avec l'UNICEF et agit pour le compte et au nom de toutes les entités composant la coentreprise.
- b) Une fois la Soumission déposée auprès de l'UNICEF, l'entité chef de file désignée pour représenter la coentreprise n'est pas changée sans le consentement écrit préalable de l'UNICEF.
- c) Si l'Attributaire est une coentreprise, l'UNICEF conclut le Contrat de Services avec la coentreprise, représentée par son entité chef de file désignée. L'entité chef de file signe le Contrat de Services pour le compte et au nom de toutes les autres entités membres.

- 4.3 Soumissions émanant d'organismes gouvernementaux. L'admissibilité de Soumissionnaires qui appartiennent en tout ou en partie à l'État est subordonnée à une évaluation et à un examen plus approfondis par l'UNICEF de divers éléments tels que le fait d'être enregistrés en tant qu'entité indépendante, l'importance de la participation de l'État, le droit à des subventions, le mandat et l'accès à des informations relatives au présent Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services, entre autres facteurs



pouvant se traduire par un avantage indu par rapport aux autres Soumissionnaires et entraîner le rejet de la Soumission.

- 4.4 Soumissions émanant d'organisations dont le propriétaire unique est un ancien fonctionnaire ou un fonctionnaire retraité de l'UNICEF/ONU. Toute organisation dont le propriétaire unique est un ancien fonctionnaire ou un fonctionnaire retraité de l'UNICEF (ou de tout autre organisme des Nations Unies) et qui présente une Soumission doit signaler cet ancien emploi dans le système des Nations Unies au moment du dépôt. Toute Soumission de ce type est considérée comme émanant d'un individu aux fins des conditions types applicables par l'UNICEF au recrutement d'anciens fonctionnaires ou de fonctionnaires retraités.

## **5. PREPARATION DE LA SOUMISSION**

- 5.1 Il appartient aux Soumissionnaires de rassembler tous les renseignements voulus pour la préparation de leur Soumission. À cet égard, ils doivent veiller à :
- examiner l'ensemble des termes, conditions et instructions formelles énoncés dans l'Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services (y compris la section Instructions aux Soumissionnaires) ;
  - étudier l'Avis d'appel d'offres afin de s'assurer qu'ils possèdent une copie complète de tous les documents ;
  - consulter les Dispositions contractuelles types de l'UNICEF et les Conditions générales des contrats (services) de l'UNICEF disponibles sur le site Web de l'organisation consacré aux achats : [http://www.unicef.org/supply/index\\_procurement\\_policies.html](http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html) ;
  - étudier les politiques de l'UNICEF accessibles au public sur le site Web de l'organisation consacré aux achats : [http://www.unicef.org/supply/index\\_procurement\\_policies.html](http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html). En particulier, les Soumissionnaires doivent se familiariser avec les obligations imposées aux fournisseurs, à leur personnel et à leurs sous-traitants en vertu de la Politique de lutte contre la fraude et la corruption appliquée par l'UNICEF et de sa Politique de conduite pour la promotion de la protection et de la défense des enfants ;
  - à pleinement s'informer des conditions imposées par toute autorité compétente ainsi que des lois applicables ou pouvant s'appliquer à l'avenir à la fourniture de services, et s'y conformer.
- 5.2 Les Soumissionnaires reconnaissent que l'UNICEF, ses dirigeants, son personnel et ses agents ne confirment ni ne garantissent (expressément ou implicitement) l'exactitude ou l'exhaustivité du présent Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services ou de tous les autres renseignements qui leur sont fournis.
- 5.3 Le Soumissionnaire qui ne satisfait pas à toutes les conditions et instructions énoncées dans l'Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services ou qui ne communique pas tous les renseignements demandés le fait à ses propres risques et peut voir sa Soumission rejetée.



- 5.4 La Soumission doit être présentée en respectant le format du présent Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services. Chaque Soumissionnaire doit répondre aux demandes ou conditions qui y sont formulées par l'UNICEF, indiquer qu'il les comprend et confirmer qu'il les accepte. Il doit préciser toute hypothèse de fond posée lors de la préparation de sa Soumission. Différer une réponse à une question ou à un problème à une étape quelconque de la négociation d'un contrat n'est pas acceptable. Tout élément qui n'est pas expressément abordé dans la Soumission est considéré comme accepté par le Soumissionnaire. Les réponses incomplètes ou inadéquates, l'absence de réponse ou les fausses déclarations dans les réponses aux questions ont une incidence sur l'évaluation de la Soumission.
- 5.4 Toutes les références aux documents descriptifs doivent figurer dans le paragraphe concerné de la Soumission, bien que les éléments d'information/documents puissent être joints à la Soumission sous la forme d'annexes.
- 5.5 Le Formulaire de soumission dûment rempli et signé doit être joint à la Soumission (Annexe D). Il doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'Organisation/de la Société.
- 5.6 **Les Soumissions doivent porter clairement le numéro de l'Avis d'appel d'offres et seront accompagnées de :**

**Documents Administratifs :**

- Les documents d'enregistrement de la raison sociale (Registre de commerce) ;
- Une Attestation de l'Identifiant Fiscale Unique (IFU) ;
- Une attestation fiscale datant de moins de 3 mois à la date de soumission et portant la mention « Entreprise à jour vis à vis du FISC à la date de signature », ou à défaut une attestation d'exonération fiscale si le soumissionnaire jouit d'un tel privilège ;
- Une Attestation d'Immatriculation et de Paiement des cotisations à la CNSS, datant de moins de 3 mois à la date de soumission et à jour vis-à-vis de la CNSS (dernier terme échu) ;
- Une Attestation de non-faillite, de non-liquidation et de non-poursuite judiciaire, datant de moins de 3 mois à la date de soumission ;
- Le n° d'enregistrement à l'UNGM ([www.ungm.org](http://www.ungm.org))

**Documents techniques :**

1. Compréhension des Termes de Référence (TdR) et propositions d'amélioration ;
2. Proposition méthodologique : démarche méthodologique ; critères d'évaluation, base de jugement, sources de données (acteurs et documents à consulter), méthodes de collecte et d'analyse des données, et autres informations pertinentes ;
3. Chronogramme détaillé de la prestation, y compris le nombre de jours et d'hommes-jours pour chaque activité ;
4. Composition de l'équipe de contrôle de la durabilité ;



5. CV détaillés et à jour du personnel mobilisé, faisant ressortir leurs qualifications et références, avec les contacts téléphonique et email à jour des clients précédents (commanditaires des prestations listées en références sur le CV) ; ainsi qu'une copie certifiée des diplômes de ce personnel clé.
6. Expériences et références précises du Soumissionnaire dans des prestations similaires accomplies durant les 5 dernières années, justifiées chaque fois que possible par des attestations de bonne fin d'exécution ;
7. Toutes autres informations et documents utiles.
8. Les états financiers vérifiés 2019-2020 (compte de résultats et bilan), y compris le rapport des commissaires aux comptes

**Le défaut d'attestation fiscale conforme entrainera l'élimination du Soumissionnaire du processus d'attribution du marché.**

- 5.7 Si des feuilles de réponse sont fournies par l'UNICEF, elles doivent être remplies par le Soumissionnaire.
- 5.8 Chaque Soumissionnaire reconnaît que sa participation à tout stade de la présente procédure d'appel à la concurrence se fait à ses propres risques et coûts. Les frais engagés par le Soumissionnaire au titre de la préparation de la Soumission ou de la réponse au présent Appel d'offres pour la fourniture de services, de la participation à toute réunion préparatoire, d'une inspection des lieux, de réunions ou de présentations orales sont à sa charge, et non à celle de l'UNICEF, quel que soit le déroulement ou le résultat de la procédure.
- 5.9 La Soumission comprend toutes les annexes énumérées ci-après :
  - **Annexe A : Instructions aux Soumissionnaires**
  - **Annexe B : Termes de références**
  - **Annexe C : Critères d'évaluation et attribution du marché**
  - **Annexe D : Acte de soumission**
  - **Annexe E : Cadre du bordereau des prix unitaires**
  - **Annexe F : Modèle lettre d'Engagement**
  - **Annexe G : Modèle Présentation Référence Soumissionnaire**
  - **Annexe H : Modèle de Chronogramme**
  - **Annexe I : Modèle de Planning**
  - **Annexe J : Modèle de liste nominative du Personnel**
  - **Annexe K : Modèle CV Personnel**
  - **Annexe L: Conditions générales d'achat de biens, de travaux et de services**

**6. DOCUMENTS RELATIFS A L'APPEL D'OFFRES ; CONFIDENTIALITE**

- 6.1 Le présent Avis ainsi que tous les documents relatifs à l'appel d'offres fournis par le Soumissionnaire à l'UNICEF sont considérés comme appartenant à l'UNICEF et ne sont pas restitués au Soumissionnaire.
- 6.2 S'agissant des renseignements contenus dans les documents de soumission que le Soumissionnaire considère comme confidentiels, la mention « confidentiel » doit être



clairement apposée au regard de la partie pertinente du texte, et l'UNICEF traite ces renseignements en conséquence.

- 6.3 L'ensemble des éléments d'information et documents fournis aux Soumissionnaires par l'UNICEF (« Dossier d'appel à la concurrence pour la fourniture de services ») doivent être traités comme confidentiels par les Soumissionnaires. S'il renonce à répondre au présent Avis d'appel d'offres, ou si sa Soumission est rejetée ou n'aboutit pas, le Soumissionnaire restitue sans délai à l'UNICEF toutes les pièces du Dossier d'appel d'offres pour la fourniture de services, ou les détruit ou les supprime. Il ne les utilise pas à d'autres fins que la préparation d'une Soumission et ne les divulgue pas à un tiers, sauf : a) avec le consentement écrit préalable de l'UNICEF ; b) lorsque le tiers concerné aide le Soumissionnaire à préparer sa Soumission, à condition que le Soumissionnaire se soit préalablement assuré du respect par ledit tiers de l'obligation de confidentialité ; c) si, au moment du présent Appel d'offres pour la fourniture de services, le Soumissionnaire est légalement en possession des documents et éléments d'information concernés par l'intermédiaire d'une partie autre que l'UNICEF ; d) si la loi l'exige et à condition que le Soumissionnaire ait préalablement informé l'UNICEF par écrit de son obligation de divulguer le Dossier d'appel d'offres pour la fourniture de services ; e) si les documents et éléments d'information concernés sont généralement et publiquement accessibles, autrement qu'en raison d'une atteinte au devoir de confidentialité par leur destinataire.

## **7. SOUMISSIONS MULTIPLES ET SOUMISSIONS PAR DES ORGANISMES LIES**

- 7.1 Les Soumissionnaires ne présentent pas plus d'une Soumission dans le cadre de la présente procédure d'appel à la concurrence.
- 7.2 Si le Soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques qui formeront ou ont formé une coentreprise, un consortium ou un partenariat pour le dépôt de la Soumission, ni l'entité chef de file ni les entités membres de la coentreprise ne peuvent déposer une autre Soumission, soit en leur nom propre, soit en tant qu'entité chef de file, soit en tant qu'entité membre d'une autre coentreprise présentant une autre Soumission.
- 7.3 L'UNICEF se réserve le droit de rejeter des Soumissions distinctes déposées par deux Soumissionnaires ou plus si ces Soumissionnaires sont des organismes liés et s'ils présentent l'une des caractéristiques suivantes :
- a) ils ont au moins un associé majoritaire, un administrateur ou un actionnaire en commun ;
  - b) l'un d'eux reçoit ou a reçu une subvention directe ou indirecte de l'autre ou des autres ;
  - c) ils ont une relation l'un avec l'autre, qui donne à un ou plusieurs d'entre eux accès à des informations confidentielles concernant l'(les) autre(s) Soumission(s), ou ayant une incidence sur l'(les) autre(s) soumission(s) ;



- d) ils sont chacun sous-traitant pour la Soumission de l'autre, ou, en tant que sous-traitant d'une Soumission, l'un d'entre eux présente aussi une autre Soumission en son nom en tant que Soumissionnaire chef de file ;
- e) un expert proposé pour faire partie de l'équipe d'un Soumissionnaire participe à plus d'une Soumission dans le cadre de la présente procédure d'appel à la concurrence.

## **PARTIE III – ADJUDICATION**

### **1. ADJUDICATION**

#### **1.1 Évaluation**

L'évaluation est effectuée par l'UNICEF conformément à ses règlements, règles et pratiques et toutes les décisions sont prises à la seule discrétion de l'organisation.

Après l'ouverture des plis, l'UNICEF suit les étapes suivantes dans l'ordre indiqué :

Premièrement, chaque Soumission est évaluée pour déterminer sa conformité avec les dispositions obligatoires du présent Appel d'offres pour la fourniture de services. Les Soumissions jugées non conformes à toutes les dispositions obligatoires sont rejetées à cette étape sans autre examen. Le manque de conformité avec l'une ou l'autre des conditions énoncées dans le présent Appel d'offres, notamment la non-communication de tous les renseignements requis, peut entraîner le rejet d'une Soumission sans examen ultérieur.

Deuxièmement, l'UNICEF évalue chaque Soumission pour vérifier le respect des spécifications techniques énoncées dans le présent Appel d'offres pour la fourniture de services et procède à une évaluation commerciale.

L'UNICEF, sous réserve de ses divers droits définis en détail dans le présent Appel à la concurrence attribue ensuite le Contrat de Services au(x) fournisseur(s) qui présente(nt) la (les) Soumissions respectant les spécifications techniques et offrant les prix les plus bas.

1.2 Soumission partielles. L'UNICEF n'accepte pas les Soumissions partielles.

1.3 Accords multiples. L'UNICEF se réserve le droit de recourir à des accords multiples pour tout service lorsqu'il estime qu'il est dans son intérêt de le faire.

1.4 Avis d'adjudication. L'UNICEF n'informe que les Soumissionnaires à qui le Contrat de Services a été attribué à l'issue de cette procédure d'appel à la concurrence ; il peut, même s'il n'est pas tenu de le faire, informer les autres Soumissionnaires du résultat de la procédure.

### **2. CONDITIONS GENERALES DES CONTRATS DE SERVICES**



- 2.1 Les Conditions générales des contrats (services) de l'UNICEF s'appliquent à tous les Accords à long terme (services) et aux contrats correspondants attribués dans le cadre de la procédure. En signant le Formulaire de soumission, chaque Soumissionnaire est réputé avoir confirmé son acceptation de ces Conditions générales. Le Soumissionnaire est conscient du fait que s'il propose des modifications ou ajoutent des conditions aux Conditions générales, ces modifications ou additions doivent être clairement détaillées dans la Soumission et peuvent avoir une incidence négative sur l'évaluation de celle-ci.

### **3. INSPECTION**

- 3.1 Chaque Soumissionnaire fait en sorte que soit l'UNICEF lui-même, soit une entité représentative désignée puisse avoir accès aux installations où les produits offerts sont fabriqués, à tout moment raisonnable pour inspecter le site de fabrication et les modalités de production, de contrôle de la qualité, d'assurance qualité et de conditionnement des produits. Le Soumissionnaire fournit une aide raisonnable aux représentants de l'organisation pour mener à bien cette évaluation, y compris en leur remettant des copies de tout document (notamment les résultats d'essais ou les rapports de contrôle de la qualité), selon les besoins. L'inspection peut être effectuée en collaboration avec l'autorité nationale compétente. L'impossibilité de réaliser une telle inspection peut entraîner le rejet de la Soumission.

### **4. DROITS DE L'UNICEF**

- 4.1 L'UNICEF se réserve les droits suivants :

- a) accepter toute Soumission, en tout ou en partie ; rejeter l'une ou toutes les Soumissions ; ou annuler la procédure d'appel à la concurrence dans son intégralité ;
- b) vérifier toutes les informations contenues dans la réponse du Soumissionnaire (celui-ci apportant à l'UNICEF un concours raisonnable pour cette vérification) ;
- c) invalider toute offre reçue d'un Soumissionnaire qui, de l'avis exclusif de l'UNICEF, a déjà montré son incapacité d'exécuter de manière satisfaisante ou complète les contrats dans les délais impartis, ou qui, selon l'UNICEF, n'est pas en mesure de se conformer aux dispositions du Contrat de Services ;
- d) invalider toute Soumission qui, de l'avis exclusif de l'UNICEF, ne satisfait pas aux conditions et instructions énoncées dans le présent Appel d'offres pour la fourniture de services ;
- e) retirer une attribution à un Soumissionnaire à tout moment avant la signature avec lui d'un Accord à long terme (services). L'UNICEF n'est pas tenu de fournir de justification, mais il donne un préavis avant tout retrait de ce type.

- 4.2 L'UNICEF n'est pas redevable envers un Soumissionnaire des frais et dépenses encourus ou des pertes subies par ce dernier comme suite au présent Avis ou à la



présente procédure d'appel à la concurrence, notamment les frais, dépenses ou pertes résultant de l'exercice par l'UNICEF des droits énoncés au paragraphe 3.1 ci-dessus.

## **PARTIE IV – CONDITIONS**

### **1. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

- 1.1 Prix. Les honoraires pour les services et les prestations attendues s'entendent y compris tous les frais, dépenses, charges ou droits que le Soumissionnaire peut avoir à engager ou à acquitter pour mener à bien les activités. Le Soumissionnaire est invité à offrir des remises non conditionnelles et des remises sur volume (c'est-à-dire des remises qui augmentent à mesure que la valeur cumulée des commandes s'accroît tout au long de la durée de validité du Contrat de Services. En outre, il peut offrir des remises pour règlement anticipé, c'est-à-dire un règlement dans un délai plus rapide que le délai de règlement type de l'UNICEF, à savoir 30 jours francs.

Nonobstant les remises convenues, les prix offerts par les Soumissionnaires constituent des niveaux plafond et restent fixes pendant la durée du Contrat de Services.

- 1.2 Modalités de règlement. Les factures ne peuvent être adressées à l'UNICEF qu'une fois que les services (ou des composantes des services) et que les prestations attendues (ou des parties d'entre elles) ont été fournis a) en application du contrat (tel qu'établi conformément aux dispositions du Contrat de Services et b) à la satisfaction de l'UNICEF. Le délai de règlement type est de 30 jours francs, après réception de la facture. Le règlement est effectué par virement bancaire dans la devise du contrat.

Le Soumissionnaire propose un calendrier de règlement pour chaque contrat (tel qu'établi conformément aux dispositions du Contrat de Services qui correspondre à des échéances et/ou des prestations attendues clairement définies dans les Termes de référence/le Cahier des charges.

### 1.3 Devise

- a) La devise des Soumissions est le franc CFA. L'UNICEF rejette toute Soumission libellée dans une autre devise.

### 1.4 Remises. Les Soumissionnaires sont priés de donner des indications au sujet :

- a) des remises de quantité/volume, accordées sous forme de réductions des prix en cas d'achats en grandes quantités/gros volumes et d'échelles de prix (c.-à-d. des prix variables en fonction des différentes quantités achetées) ;
- b) des rabais pour règlement anticipé, c'est-à-dire un règlement dans un délai plus rapide que le délai de règlement type de l'UNICEF, à savoir 30 jours francs ;
- c) des remises commerciales ;



- d) de toute autre remise non conditionnelle.

## 1.5 Impôts.

La section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies dispose, entre autres, que l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNICEF en tant qu'organe subsidiaire, est exonérée de tout impôt direct, à l'exception de la rémunération des services d'utilité publique, et est exonérée de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés pour son usage officiel. Tous les prix/taux indiqués dans la Soumission doivent être nets de tout impôt direct et de tous autres taxes et droits, sauf indication contraire dans l'Avis d'offres pour la fourniture de services.

## 2. EXECUTION

- 2.1 Limitation de responsabilité. Sauf mention expresse dans l'Avis d'appel d'offres pour la fourniture de services, l'UNICEF n'a aucune obligation d'apporter son concours au fournisseur et ne fait aucune déclaration concernant la disponibilité d'installations, d'équipements, de matériels, de systèmes ou de licences pouvant être utiles à l'exécution des activités. Si le Soumissionnaire a besoin d'installations, d'équipements, de matériels, de systèmes ou de licences pour l'exécution des activités, il doit l'indiquer clairement dans sa Soumission.

- 2.2 Sous-traitants. Les Soumissionnaires doivent identifier dans leur Soumission tous les services qui peuvent être proposés par eux, mais qui sont assurés par un autre fournisseur et/ou pays. En outre, ils doivent indiquer dans leur Soumission tout service qu'il se propose de sous-traiter. Tous les accords de sous-traitance sont pris en compte par l'UNICEF dans son évaluation de la Soumission.

- 2.3 Experts. Si les Termes de référence/le Cahier des charges l'exigent, chaque expert dont le profil est jugé essentiel doit signer une déclaration d'exclusivité et de disponibilité. L'objectif de cette déclaration est le suivant :

- a) Les experts essentiels proposés dans la Soumission ne doivent participer à aucune autre Soumission présentée par le Soumissionnaire dans le cadre du présent Appel d'offres pour la fourniture de services. Ils ne doivent donc prendre d'engagement qu'envers le Soumissionnaire.

- b) Chaque expert essentiel doit aussi s'engager à être prêt, apte et disposé à travailler pendant toute la période pendant laquelle sa contribution est jugée nécessaire à la mise en œuvre du Contrat de Services, comme indiqué dans les Termes de référence/le Cahier des charges.

Ayant choisi une Soumission en partie sur la base d'une évaluation des experts essentiels qui y sont présentés, l'UNICEF s'attend à ce que le Contrat de Services et les contrats correspondants soient exécutés par lesdits experts. Il n'accepte de changement que si un expert essentiel est dans l'incapacité d'intervenir pour raisons de



santé, en cas de force majeure ou pour d'autres circonstances pouvant justifier son remplacement et n'ayant aucune incidence sur le choix de la Soumission. Le fait qu'un Soumissionnaire souhaite utiliser un expert sur un autre projet ou qu'un expert change d'avis quant au Contrat de Services et aux contrats correspondants ne saurait justifier le remplacement de l'un ou l'autre des experts essentiels.

- 2.4 Coentreprises. La description de l'organisation de la coentreprise/du consortium/du partenariat doit mettre clairement en évidence le rôle que chacune des entités de la coentreprise est appelée à jouer pour satisfaire aux conditions énoncées dans le présent Appel à la concurrence pour la fourniture de services, à la fois dans la Soumission et dans le Contrat de coentreprise. Toutes les entités qui composent la coentreprise sont soumises par l'UNICEF à une évaluation pour déterminer si elles répondent aux conditions d'admissibilité et si elles ont les qualifications requises.

Lorsqu'une coentreprise fait état de ses antécédents et de son expérience dans des activités similaires à celles visées dans le présent Appel d'offres pour la fourniture de services, elle doit présenter des informations :

- a) Sur les activités qu'elle a menées conjointement ;
- b) Sur les activités qui ont été menées par ses différentes entités appelées à intervenir dans la fourniture des services définis dans le présent Appel à la concurrence.

De précédents contrats ou commandes exécutés par des experts intervenant à titre privé mais qui, de manière permanente ou temporaire, ont été associés à l'un quelconque des membres de la coentreprise ne peuvent pas attester de l'expérience de la coentreprise ou de celle de ses membres et ne peuvent être invoqués que par les experts eux-mêmes dans la présentation de leur expérience individuelle.

### **3. DOMMAGES-INTERETS LIBERATOIRES**

- 3.1 Dommages-intérêts libératoires. Tout contrat émis comme suite au présent Appel d'offres comprend la clause suivante sur les dommages-intérêts libératoires :

« En complément, et sans préjudice, de tous ses autres droits et recours, notamment ceux énoncés dans les Conditions générales des contrats (services), l'UNICEF peut, si le Fournisseur ne fournit pas les services et les prestations attendues conformément au calendrier prévu dans le Contrat de services pertinent, ou s'il estime que les services ou les prestations ne sont pas conformes aux conditions énoncées dans le présent Appel d'Offres et au Contrat de Services correspondant, réclamer des dommages-intérêts libératoires au Fournisseur et, à sa discrétion, soit demander le paiement de ces dommages-intérêts, soit les déduire de la (des) facture(s) du Fournisseur. Ces dommages-intérêts sont calculés comme suit : la moitié d'un pour cent (0,5 %) du montant des honoraires prévus au Contrat pour chaque jour de retard dans la fourniture des services ou des prestations, ou dans le cas où le montant des honoraires est calculé au temps passé, un demi d'un pour cent (0,5 %) du montant perçu sur la base du taux horaire par l'ensemble du personnel du Fournisseur participant à la fourniture des services ou prestations attendues, jusqu'à ce que des services et des prestations



conformes soient fournis, à concurrence d'un maximum de dix pour cent (10 %) de la valeur du Contrat de services pertinent. Le paiement ou la déduction de ces dommages-intérêts ne libère pas le Fournisseur de ses autres obligations ou responsabilités aux termes du présent Accord à long terme (services) et du Contrat de Services correspondant. »

## **PARTIE V – DÉCLARATIONS DU SOUMISSIONNAIRE**

### **1. PRIX – CLIENT LE PLUS FAVORISE**

- 1.1 Le Soumissionnaire confirme que les honoraires, taux et charges et les conditions tarifaires connexes applicables aux services qui sont spécifiés dans la Soumission correspondent aux conditions les plus avantageuses offertes à tout client du Soumissionnaire (ou de toutes les sociétés qui lui sont affiliées).
- 1.2 Si, à tout moment pendant la durée de validité du Contrat de Services résultant de la Soumission, un autre client du Soumissionnaire (ou de toute société affiliée à ce dernier) obtient des conditions tarifaires plus avantageuses que celles offertes à l'UNICEF, le Soumissionnaire ajuste rétroactivement les honoraires, taux et charges et les conditions tarifaires connexes prévus dans le Contrat de Services pour s'aligner sur les conditions plus avantageuses et verse rapidement à l'UNICEF toute somme due à ce dernier par suite de cette révision rétroactive des honoraires.

### **2. DECLARATIONS GENERALES**

En déposant sa Soumission en réponse au présent Appel d'offres pour la fourniture de services, le Soumissionnaire confirme à l'UNICEF qu'à la date limite de dépôt des Soumissions :

- 2.1 Il a) est pleinement autorisé et habilité à déposer la Soumission et à conclure tout Accord à long terme (services) en résultant et le(s) contrat(s) correspondant(s), et b) dispose de tous les droits, licences, prérogatives et ressources nécessaires, selon le cas, pour mettre au point, se procurer et fournir les services et pour exécuter ses autres obligations en vertu du contrat correspondant. Le Soumissionnaire n'a pas conclu et ne conclura pas d'accord ou d'arrangement qui restreigne ou limite les droits de toute personne d'utiliser, de vendre et d'aliéner tout service, prestation ou réalisation pouvant être acquis en vertu de tout contrat [tel qu'établi conformément aux dispositions du Contrat de Services, ou d'en disposer de toute autre manière.
- 2.2 Tous les renseignements qu'il a fournis à l'UNICEF concernant les services et lui-même sont avérés, exacts, précis et dénués de tromperie.
- 2.3 Le Soumissionnaire est financièrement solvable et est en mesure de fournir les services à l'UNICEF conformément aux conditions énoncées dans le présent Appel d'offres pour la fourniture de services.



- 2.4 L'utilisation ou la fourniture des services ne viole et ne violera aucun brevet, dessin, dénomination commerciale ou marque de commerce.
- 2.5 La mise au point et la fourniture des services ont été, sont et seront conformes à toutes les lois, règles et réglementations applicables.
- 2.6 Le Soumissionnaire s'acquitte de ses engagements en tenant pleinement compte des intérêts de l'UNICEF et s'abstient de toute action pouvant nuire à l'UNICEF ou à l'Organisation des Nations Unies.
- 2.7 Il dispose du personnel, de l'expérience, des qualifications, des installations, des ressources financières et de toutes les autres compétences et ressources voulus pour s'acquitter de ses obligations en vertu de tout Accord à long terme (services) et du (des) contrat(s) correspondant(s).
- 2.8 Le Soumissionnaire accepte d'être lié par les décisions de l'UNICEF, notamment celles concernant la question de savoir si sa Soumission répond aux conditions et instructions énoncées dans le présent Appel d'offres pour la fourniture de services, ainsi que par les résultats de l'évaluation.

### **3. NORMES DEONTOLOGIQUES**

L'UNICEF exige que l'ensemble des Soumissionnaires respectent les normes de déontologie les plus strictes tout au long de la procédure d'appel à la concurrence, ainsi que pendant la durée de tout Accord à long terme (services) qui pourrait être conclu à l'issue de cette procédure. Il encourage également activement l'adoption par ses fournisseurs de politiques efficaces de protection et de défense des enfants ainsi que de prévention et d'interdiction de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

En déposant sa Soumission en réponse au présent Appel d'offres pour la fourniture de services, le Soumissionnaire fait les déclarations et donne les garanties suivantes à l'UNICEF à la date limite de dépôt des Soumissions :

- 3.1 S'agissant de tous les aspects de la procédure d'appel à la concurrence, il a signalé à l'UNICEF toute situation qui pourrait constituer un conflit d'intérêts réel ou potentiel ou qui pourrait raisonnablement être perçue comme telle. En particulier, il a indiqué à l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses sociétés affiliées est, ou a été dans le passé, engagé par l'UNICEF pour fournir des services aux fins de la préparation du études techniques, des spécifications, de l'analyse/estimation des coûts et des autres documents requis pour l'achat des services sollicités dans le présent Appel à la concurrence ; ou si lui-même ou l'une de ses sociétés affiliées a participé à la préparation et/ou à la conception du programme/projet relatif aux services sollicités dans le présent Appel d'offres.
- 3.2 Le Soumissionnaire n'a pas obtenu ou tenté d'obtenir de manière illégale des renseignements confidentiels concernant la présente procédure d'appel à la concurrence et tout Accord à long terme (services) et le(s) contrat(s) correspondant(s) éventuellement attribué(s) à l'issue de ladite procédure.



- 3.3 Aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou de tout organisme des Nations Unies n'a reçu ou ne se verra offrir du Soumissionnaire ou en son nom un avantage direct ou indirect en rapport avec le présent Appel d'offres pour la fourniture de services, notamment en vue de l'attribution de Contrat de Services correspondant au Soumissionnaire. Sont notamment considérés comme un tel avantage direct ou indirect les cadeaux, faveurs ou marques d'hospitalité.
- 3.4 Les dispositions suivantes concernant les anciens fonctionnaires de l'UNICEF ont été respectées et continueront de l'être :
- a) Pendant la période d'un (1) an qui suit la cessation de service d'un fonctionnaire de l'UNICEF, le Soumissionnaire ne peut faire une offre d'emploi directe ou indirecte à cet ancien fonctionnaire de l'UNICEF si ce dernier a été, au cours des trois années précédant la fin de son engagement, impliqué dans un aspect quelconque des procédures de passation des marchés de l'UNICEF auxquelles le Soumissionnaire a participé.
  - b) Pendant la période de deux (2) ans qui suit la cessation de service d'un fonctionnaire de l'UNICEF, il est interdit à cet ancien fonctionnaire de communiquer avec l'UNICEF au nom du Soumissionnaire ou d'intervenir en sa faveur, directement ou indirectement, relativement à toute question relevant des responsabilités qu'il assumait au sein de l'organisation.
- 3.5 Ni le Soumissionnaire, ni aucune de ses sociétés affiliées, ni son personnel ou ses administrateurs ne font l'objet d'une sanction ou d'une suspension temporaire imposée par un organisme des Nations Unies ou une autre organisation intergouvernementale internationale. Le Soumissionnaire informe immédiatement l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses sociétés affiliées, ou l'un des membres de son personnel ou l'un de ses administrateurs, se voit imposer une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée du Contrat de Services. Dans un tel cas, l'UNICEF est habilité à suspendre le Contrat de Services et le(s) contrat(s) correspondant(s) pendant une période pouvant aller jusqu'à trente (30) jours ou à les résilier, à sa seule discrétion, avec effet immédiat à la réception d'une notification écrite de la suspension ou de la résiliation, selon le cas, au Soumissionnaire. Si l'UNICEF décide de suspendre le Contrat de Services, il a le droit d'y mettre fin à l'expiration du délai de suspension de trente (30) jours, à sa discrétion.
- 3.6 Le Soumissionnaire a) respecte les normes de déontologie les plus strictes ; b) fait tout son possible pour protéger l'UNICEF contre la fraude, dans le cadre de la procédure d'appel à la concurrence et dans l'exécution de tout Contrat de Services; et c) se conforme aux dispositions applicables de la Politique de lutte contre la fraude et la corruption de l'UNICEF, qui peut être consultée sur le site Web de l'organisation à l'adresse [http://www.unicef.org/supply/index\\_procurement\\_policies.html](http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html). En particulier, le Soumissionnaire s'abstient, et fait en sorte que son personnel, ses agents et ses sous-traitants s'abstiennent, de toute pratique corrompue, frauduleuse, coercitive, collusoire ou obstructive, telles que définies dans la Politique de lutte contre la fraude et la corruption de l'UNICEF.



- 3.7 Le Soumissionnaire se conforme à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements régissant sa participation au présent appel à la concurrence ainsi qu'au Code de conduite des fournisseurs des organismes des Nations Unies (disponible sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies – [www.ungm.org](http://www.ungm.org)).
- 3.8 Ni le Soumissionnaire ni aucune de ses sociétés affiliées ne participent, directement ou indirectement, a) à une pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris son article 32, ou dans la Convention n° 182 (1999) de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination ; b) à la fabrication, la vente, la distribution ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.
- 3.9 Le Soumissionnaire a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir la commission de tout acte d'exploitation ou d'agression sexuelle par son personnel, y compris ses employés ou toute personne qu'il a engagée pour fournir des services dans le cadre de sa participation au présent Appel d'offres pour la fourniture de services. À cet égard, toute activité sexuelle avec une personne âgée de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constitue un acte d'exploitation et d'agression sexuelle à l'encontre de cette personne. Le Soumissionnaire a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour interdire à son personnel, y compris à ses employés ou à toute autre personne qu'il a engagée, de fournir une somme d'argent, des biens, des services ou quelque autre contrepartie en échange de faveurs ou d'activités sexuelles ou de se livrer à toute activité sexuelle qui constitue une exploitation ou revêt un caractère dégradant.
- 3.10 Le Soumissionnaire confirme qu'il a pris connaissance de la Politique de conduite pour la promotion de la protection et de la défense des enfants de l'UNICEF. Il veille à ce que son personnel comprenne les obligations de notification qui lui incombent et établit et maintient des mesures appropriées pour promouvoir le respect de ces obligations. Il coopère également à la mise en œuvre de cette politique par l'UNICEF.
- 3.11 Le Soumissionnaire informe l'UNICEF dès qu'il a connaissance d'un incident ou d'un signalement incompatible avec les engagements et les déclarations prévus au présent article 3.
- 3.12 Chacune des dispositions de l'article 3 de la présente partie V constitue une condition essentielle de la participation au présent Appel d'offres. En cas de manquement à l'une quelconque de ces dispositions, l'UNICEF a le droit d'exclure le Soumissionnaire de la présente procédure et/ou de toute autre procédure d'appel à la concurrence et de résilier tout Accord à long terme (services) et contrat(s) correspondants éventuellement attribués à l'issue de la présente procédure d'appel à la concurrence, immédiatement après notification au Soumissionnaire, sans aucune obligation de versement de frais de résiliation ni aucune autre obligation. En outre, le Soumissionnaire pourrait se voir interdire d'entretenir à l'avenir des relations d'affaire avec l'UNICEF et tout autre organisme des Nations Unies.



#### **4. AUDIT**

- 4.1 L'UNICEF peut procéder à des audits ou à des enquêtes portant sur tout aspect d'un Accord à long terme (services) et/ou du (des) contrat(s) attribués à l'issue de la présente procédure d'appel à la concurrence, notamment sur les modalités de leur attribution et le respect par le Soumissionnaire des dispositions de l'article 3 ci-dessus. Le Soumissionnaire coopère pleinement et en temps voulu à ces audits ou enquêtes, notamment en mettant à leur disposition, à des moments et dans des conditions raisonnables, son personnel et les données et documents pertinents, et en donnant à l'UNICEF et aux personnes chargées de ces audits ou enquêtes, à des moments et dans des conditions raisonnables, accès à ses locaux afin qu'ils puissent s'entretenir avec son personnel et consulter toutes les données et tous les documents pertinents. Le Soumissionnaire demande à ses sous-traitants et à ses agents d'apporter leur concours raisonnable à tous les audits ou enquêtes réalisés par l'UNICEF.


##### **Préparé par :**



Séro Yerima Bouicou  
Supply Assistant

Date : 25.03.2022

##### **Revu par :**



Etienne Daly  
Supply Specialist

Date : 25 mars 2022



Evy Diakiese  
Dep Rep OPS OIC

Date : 25.03.22

##### **Approuvé par :**



Djanabou Mahonde  
Representative

Date : 28/03/2022



**ANNEXE A : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES**

Les instructions aux soumissionnaires sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Données	Instructions/exigences particulières
<b>Titre des services/travaux :</b>	Il est prévu le recrutement d'un cabinet un cabinet pour élaborer un référentiel de conduite de l'initiative des classes socioéducatives qui comportera à la fois les directives pour tenir les classes socio-éducatives et les résumés de contenus.
<b>Pays/région du lieu des services :</b>	Bénin
<b>Langue de la soumission :</b>	Français
<b>Conditions relatives au dépôt d'une variante</b>	Ne sera pas examinée
<b>Conférence préparatoire</b>	<b>Sans objet</b>
<b>Durée minimale de validité des soumissions à compter de la date d'ouverture des plis</b>	120 jours
<b>Garantie de soumission</b>	Non requise
<b>Types de garantie de soumission acceptables</b>	Sans objet
<b>Validité de la garantie de soumission</b>	Sans objet
<b>Avance lors de la signature du contrat</b>	Sans objet
<b>Indemnité forfaitaire</b>	Sans objet
<b>Garantie de bonne exécution</b>	Sans objet
<b>Devise privilégiée pour l'établissement des soumissions et méthode de conversion des devises</b>	Devise locale F CFA
<b>Date-limite de soumissions des demandes de renseignements complémentaires/questions</b>	<b>04 Avril 2022</b>
<b>Coordonnées de la personne à qui adresser les demandes de renseignements complémentaires/questions</b>	Questions à adresser à l'adresse ci-dessous : <b><a href="mailto:ben-cotonousupply@unicef.org">ben-cotonousupply@unicef.org</a></b>



**LIBS-2022-9172711 ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE CONDUITE DE L'INITIATIVE  
DES CLASSES SOCIO-EDUCATIVES - REPUBLICATION**

<b>Mode de diffusion des informations complémentaires et réponses aux questions posées</b>	<b>Les réponses aux questions seront postées sur <a href="http://www.ungm.org">www.ungm.org</a></b>
<b>Date-limite de dépôt des soumissions</b>	<b>Date : 12 Avril 2022 Heure : 15H00</b>
<b>Méthode d'évaluation devant être utilisée pour la sélection de la soumission la plus conforme aux exigences</b>	Méthode de notation combinée, en utilisant une répartition 70% - 30% entre la soumission technique et la soumission financière, respectivement



<p><b>Contenu de l'Offre Technique :</b>  <b>Documents requis qui doivent être fournis dans l'offre technique pour établir l'admissibilité des soumissionnaires.</b></p>	<p><b>Documents Administratifs :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les documents d'enregistrement de la raison sociale (Registre de commerce) ;</li> <li>2. Une Attestation de l'Identifiant Fiscale Unique (IFU) ;</li> <li>3. Une attestation fiscale datant de moins de 3 mois à la date de soumission et portant la mention « Entreprise à jour vis à vis du FISC à la date de signature », ou à défaut une attestation d'exonération fiscale si le soumissionnaire jouit d'un tel privilège ;</li> <li>4. Une Attestation d'Immatriculation et de Paiement des cotisations à la CNSS, datant de moins de 3 mois à la date de soumission et à jour vis-à-vis de la CNSS (dernier terme échu) ;</li> <li>5. Une Attestation de non-faillite, de non-liquidation et de non-poursuite judiciaire, datant de moins de 3 mois à la date de soumission ;</li> <li>6. Le Numéro d'identité Unique UNGM (bien vouloir aller sur le site <a href="http://www.ungm.org">www.ungm.org</a> pour faire enregistrer votre entreprise</li> </ol> <p><b>Documents techniques :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>7. Compréhension des Termes de Référence (TdR) et propositions d'amélioration ;</li> <li>8. Proposition méthodologique : démarche méthodologique ; critères d'évaluation, base de jugement, sources de données (acteurs et documents à consulter), méthodes de collecte et d'analyse des données, et autres informations pertinentes ;</li> <li>9. Chronogramme détaillé de la prestation, y compris le nombre de jours et d'hommes-jours pour chaque activité ;</li> <li>10. Composition de l'équipe</li> <li>11. CV détaillés et à jour du personnel mobilisé, faisant ressortir leurs qualifications et références, avec les contacts téléphonique et email à jour des clients précédents (commanditaires des prestations listées en références sur le CV); ainsi qu'une copie certifiée des diplômes de ce personnel clé.</li> </ol>
--	--



	<p>12. Expériences et références précises du Soumissionnaire dans des prestations similaires accomplies durant les 5 dernières années, justifiées chaque fois que possible par des attestations de bonne fin d'exécution ;</p> <p>13. Les états financiers vérifiés 2019-2020 (compte de résultats et bilan), y compris le rapport des commissaires aux comptes</p> <p>14. Toutes autres informations et documents utiles.</p>
<b>Contenu de l'Offre Financière</b>	<b>Cf. Annexe E</b>
<b>Date prévue pour l'entrée en vigueur du contrat</b>	<b>Le contrat débutera en Avril-Mai 2022 et prendra fin en Septembre-Octobre 2022.</b>
<b>Signature du contrat</b>	Le contrat sera signé par <b>la Représentante de l'UNICEF</b> et la personne autorisée de l'Entreprise Adjudicataire.
<b>Durée prévue du contrat (dates prévues de commencement et d'achèvement)</b>	Le délai d'exécution des travaux est de <b>cinq (05) mois</b> .
<b>Le contrat sera attribué à :</b>	<b>L'Entreprise Adjudicataire</b> sur la base des critères et méthodes d'évaluation et d'attribution de marché définis à l'Annexe C.
<b>Critères d'attribution du contrat et d'évaluation des soumissions</b>	<b>Cf. Annexe C</b>
<b>Conditions d'entrée en vigueur du contrat</b>	A la signature
<b>Autres informations relatives au DAO</b>	Des visites de sites peuvent être effectuées aux soumissionnaires au cours du processus.
<b>MODIFICATION DE LA METHODOLOGIE</b>	<b>L'UNICEF</b> se réserve le droit d'apporter des amendements à la méthodologie retenue, en fonction des circonstances et si les contraintes techniques et/ou financières l'imposent.
<b>TERMES ET CONDITIONS DE CONTRAT</b>	Tout contrat ou bon de commande découlant de la présente consultation seront soumis aux conditions générales <b>de l'UNICEF</b> et aux conditions spécifiques du présent appel d'offres.



**ANNEXE B : TERMES DE REFERENCE et CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

La Politique Nationale de Protection de l'Enfant (PNPE) a prévu en son objectif spécifique n°1 de « renforcer les connaissances, aptitudes et pratiques d'autoprotection des enfants ». L'Axe n°1 de cette politique indique qu'il faut « **Promouvoir et appliquer dans les institutions éducatives des approches plus centrées sur l'enfant** ».

En effet, ces dispositions trouvent leur justification dans la recrudescence des comportements déviants constatés au sein de la population des adolescents et jeunes. Ces comportements, alimentés par les violences, abus et exploitations qui leur sont faits et dont ils sont, entre autres, les auteurs, créent chez tous les acteurs du système éducatif, un sentiment d'insécurité.

Le trafic et la consommation de stupéfiants et d'alcool, les pratiques pornographiques, le port et l'usage d'armes blanches, les grossesses précoces, les suicides sont devenus monnaie courante dans les établissements publics et privés d'enseignement secondaire, technique et professionnel. Malgré les actions entreprises par le gouvernement et la société civile, ces fléaux continuent de faire des ravages.

C'est pour inverser cette tendance, qu'il est envisagé la promotion de l'éducation à la citoyenneté à travers le renforcement des « compétences de vie courante » des enfants et jeunes dans l'enseignement secondaire général, technique et professionnel avec pour fondement le renforcement du civisme, de la citoyenneté, de l'autoprotection, et de la lutte contre les déviations en milieux scolaire et extra-scolaire.

En outre, compte tenu de la menace sécuritaire qui plane sur le pays en raison de sa proximité avec plusieurs pays affectés par l'extrémisme violent, notamment le Niger et le Burkina Faso, ce sera une opportunité de profiter pour promouvoir auprès des adolescents et jeunes l'éducation à la paix et à la non-violence dans une perspective de renforcement de la cohésion sociale.

La nécessité de combattre ces fléaux avait conduit à des initiatives éparses portées par divers acteurs et secteurs de la vie publique et privée. Mais force est de constater que ces fléaux persistent; ce qui justifie qu'ils méritent d'être passés en revue et, le cas échéant, mis en cohérence avec les nouvelles approches.

Selon le Plan Sectoriel de l'Education (PSE) post 2015 qui est le document de Stratégie régissant désormais tout le système éducatif béninois, "le dispositif de formation doit être orienté de manière à assurer le passage de l'offre pyramidale centrée sur la forme scolaire d'éducation et génératrice d'abandon et d'exclusion, à une offre éducative diversifiée et inclusive".

Cette ambition d'actualisation du système éducatif béninois s'inscrit dans la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°4 qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » et contribue également à l'ODD 16, Paix et Justice.

Ces réformes intègrent des stratégies qui promeuvent le développement humain, c'est-à-dire respectueuses des valeurs socioculturelles et morales.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement, à travers le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASM) et celui en charge de l'enseignement secondaire, technique et de la formation professionnelle (MESTFP) a décidé d'élaborer le référentiel de la mise en œuvre



des classes socioéducatives. Les présents Termes de Référence sont élaborés pour le recrutement d'un d'un cabinet.

Le MASM et le MESTFP envisagent recruter un binôme de consultants nationaux ou un cabinet pour élaborer un référentiel de conduite de l'initiative des classes socioéducatives qui comportera à la fois les directives pour tenir les classes socio-éducatives et les résumés de contenus.

La mise en œuvre de cette initiative nécessite des travaux préalables d'état de lieux sur les initiatives existantes et l'identification des besoins réels des enfants et adolescents en matière de Compétences de Vie Courante (CVC). Les résultats de l'état des lieux permettront de proposer un référentiel de compétences nécessaires et de développer les modules pour la formation des formateurs, c'est-à-dire les enseignants et les acteurs sociaux qui seront chargés de mettre en œuvre l'initiative.

## **2. OBJECTIFS GENERAL**

Contribuer au renforcement de capacités des enfants, adolescents et jeunes sur les Compétences de Vie Courante, l'éducation à la paix et l'autoprotection.

### **2.1- Les objectifs spécifiques :**

- ✓ Analyser les modules et autres documents utilisés pour la formation des adolescents et jeunes en Compétences de Vie Courante au Bénin et dans la sous- région ouest ;
- ✓ Faire l'état des lieux des besoins et intérêts spécifiques des adolescents et jeunes en matière de compétences de vies courantes prenant en compte les aspects suivants : l'autoprotection des enfants, adolescents et jeunes, le développement personnel et émotionnel comme la base de leur épanouissement et de l'exercice d'une citoyenneté responsable, les problématiques liées à leur santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la promotion de l'égalité de genre y compris la masculinité responsable;
- ✓ Développer un référentiel de compétences et autres outils d'animation, de suivi et d'évaluation des classes socio-éducatives ;

### **2.2- Les résultats attendus :**

- ✓ Les modules et autres supports utilisés pour la formation des adolescents et jeunes en Compétences de Vie Courante au Bénin et dans la sous- région ouest sont analysés;
- ✓ Les résultats de l'état des lieux des besoins et intérêts spécifiques des adolescents et jeunes en matière de compétences de vies courantes est disponible et prend en compte les aspects suivants : l'autoprotection des enfants, adolescents et jeunes, le développement personnel et émotionnel comme la base de leur épanouissement et de l'exercice d'une citoyenneté responsable, les problématiques liées à leur santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la promotion de l'égalité de genre y compris la masculinité responsable;
- ✓ Un référentiel de compétences et autres outils d'animation, de suivi et d'évaluation des classes socio-éducatives est développé ;
- ✓ 56 enseignants et les acteurs sociaux dédiés à la mise en œuvre de la phase pilote sont formés sur l'animation des classes socio-éducatives.



### **3. DESCRIPTION DE LA MISSION**

Le cabinet aura pour tâche de développer en appui au MASM et au MESFTP, le Référentiel de compétences le plus approprié ainsi que des modules de renforcement de capacités des enseignants et acteurs sociaux.

**Spécifiquement, l'intervention des Consultants va consister à :**

- ✓ évaluer les besoins spécifiques des adolescents et jeunes en matière de compétences de vie courante prenant en compte les aspects suivants : l'autoprotection des enfants, adolescents et jeunes, le développement personnel et émotionnel comme la base de leur épanouissement et de l'exercice d'une citoyenneté responsable, les problématiques liées à leur santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la promotion de l'égalité de genre y compris la masculinité responsable;
- ✓ faire une revue des initiatives existantes au Bénin et dans la sous-région en compétences de vie courante en faveur des adolescents et jeunes, afin d'en tirer les bonnes pratiques et les points d'amélioration ;
- ✓ proposer une démarche argumentée de mise en œuvre et d'appropriation de l'initiative « classes socio-éducatives » ;
- ✓ élaborer les directives et les outils de mise en œuvre de l'initiative classes socioéducatives;
- ✓ rédiger des modules de formation des enseignants et des acteurs sociaux ;
- ✓ faciliter deux sessions de formation de 56 formateurs des enseignants et acteurs sociaux

### **4. DELIVRABLES**

I- Analyser les modules et autres documents utilisés pour la formation des adolescents et jeunes en Compétences de Vie Courante au Bénin et dans la sous- région ouest.

#### **Livrable I**

Un rapport circonstancier contenant la revue documentaire, les curricula et modules sur les compétences de vie courante ou autres supports y tenant lieu, les méthodologies et les bonnes pratiques est fourni

II- Faire l'état des lieux des besoins et intérêts spécifiques des adolescents et jeunes en matière de compétences de vies courantes.

#### **Livrable II**

Un état des lieux des besoins et des intérêts des adolescents et jeunes, en lien avec les attentes des autres parties prenantes à l'initiative est disponible



III- Développer un référentiel de compétences et autres outils d'animation, de suivi et d'évaluation des classes socio-éducatives.

**Livrable III**

Un module/référentiel de compétences et les outils d'animation, de collectes d'informations et de suivi évaluation de l'initiative est élaboré

IV- Former 56 formateurs des enseignants et acteurs sociaux pour l'animation des classes socio-éducatives.

**Livrable IV**

Le curriculum de formation et le rapport de la formation des 56 formateurs des formateurs (enseignants) sur le référentiel sont disponibles

La consultation est prévue pour durer 60 Jours couvrant une période de 5 mois, mais les consultants/es seront appelés à faire environ 30 jours de missions sur le terrain selon un planning approuvé de commun accord avec l'Unicef et les partenaires.

**5. RAPPORTAGE**

Les documents attendus seront livrés en version word électroniques (3 CD pour chaque livrable) et deux exemplaires en copie dure.

- Livrable 1:** Rapport de revue documentaire
- Livrable 2:** Rapport de l'état des lieux, validé.
- Livrable 3:** Document du Référentiel de compétences de vie courante validé
- Livrable 4:** Modules de formation des formateurs
- Livrable 5:** Rapport de formation des formateurs;
- Livrable 6:** Rapport final de la mission

**6. DUREE DE LA MISSION**

- Date de début: 25 Avril 2022
- Date de fin: 25 Septembre 2022
- Durée: 5 mois
- Nombre de jours de missions : 30 jours de missions par consultant



Actions	Avril 2022	Mai 2022	Juin 2022	Juillet 2022	Août 2022	Sept 2022
Etat des lieux (revue documentaire, collecte et analyse de famille)						
Conception du référentiel						
Formation des formateurs						

## 7. SUPERVISION

L'UNICEF va :

- Superviser l'organisation et l'animation de toutes les réunions entre le consultant et les partenaires ;
- Organiser des réunions avec le consultant selon les besoins ;
- Assurer la qualité de tous les outils, documents, y compris les produits livrables et les produits préliminaires, avant la soumission du rapport final. Le contrôle de la qualité sera effectué au moyen d'un examen du mandat, de la méthodologie et des rapports.
- L'équipe de consultant(e)s sera sous la supervision administrative et technique directe du Spécialiste de Protection et de la Cheffe de Section Protection de UNICEF Bénin. L'équipe de consultant(e)s aura des discussions périodiques avec la spécialiste protection de l'enfant selon les besoins. Elle travaillera en étroite collaboration avec la DFEA et le MESTFP.

Les séances de discussions seront étendues aux acteurs des secteurs concernés et à toutes personnes ressources dont la présence est jugée par Unicef. L'équipe de consultants est tenue de prendre en compte les observations retenues lors des séances et de produire les comptes rendus.

## 8. PROFIL DU BUREAU D'ETUDE ET RESSOURCES HUMAINES REQUISES

**Le profil des consultants se présente comme suit :**

**Le/la consultant(e) principal(e) doit:**

- avoir au minimum un niveau BAC + 5 en Sciences sociales, sciences de l'éducation ; santé publique ou tout autre diplôme équivalent ;
- avoir au moins cinq (5) ans d'expériences en développement ou contextualisation de programmes et/ou en conception de curriculum de formation/modules de compétences de vie courante pour les adolescents et jeunes et en produire la preuve;
- avoir une bonne connaissance du système éducatif du Bénin ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques de protection de l'enfant au Bénin et d'autres risques auxquels sont exposés les adolescents et jeunes au Bénin ;
- avoir une connaissance des enjeux d'accès à l'égalité de genres ;



- être de nationalité béninoise et résidant au Bénin ;
- disposer des expériences de travail avec les enfants

**Le/la consultant (e) associé (e) doit:**

- être un enseignant (cadres PC ou CP) ou avoir au minimum un niveau BAC + 3 en sciences de l'éducation ou tout autre diplôme équivalent ;
- avoir au moins cinq (5) ans d'expériences avérées en élaboration de documents d'orientation et de méthodes d'intervention dans le domaine des sciences de l'éducation ;
- avoir au moins cinq (3) ans d'expériences en développement/conception de curriculum de formation/modules de compétences de vie courante pour les adolescents et jeunes et en produire la preuve ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques de protection de l'enfant au Bénin et d'autres risques auxquels sont exposés les adolescents et jeunes au Bénin ;
- avoir une connaissance avérée des alternatives éducatives, au Bénin, serait un atout ;
- être de nationalité béninoise et résidant au Bénin ;
- disposer des expériences de travail avec les enfants.

**L'adhésion aux valeurs de l'UNICEF (diversité, inclusion, engagement, intégrité, travail en équipe, orienté vers les résultats, compétence de base en matière de communication, bienveillance, respect, confiance et responsabilité) est essentielle.**

## **9. LIVRABLES ET MODALITE DE PAIEMENT DES PRESTATIONS**

<b>LIVRABLES</b>	<b>DÉLAI</b>	<b>TERMES DE PAIEMENT</b>
<b>Livable 1</b> Rapport de revue documentaire	29 Avril 2022	20% du montant retenu
<b>Livable 2</b> Rapport de l'état des lieux, validé.	16 Mai 2022	20% du montant retenu
<b>Livable 3</b> Document du Référentiel de compétences de vie courante validé	17 Juin 2022	30% du montant retenu
<b>Livable 4</b> Modules de formation des formateurs <b>Livable 5</b> Rapport de formation des formateurs <b>Livable 6</b> Rapport final de la mission	27 Septembre 2022	30% du montant retenu



## **10. SOUMISSION DES OFFRES**

Le Soumissionnaire constituera son offre comme suit :

1) Pièces administratives comprenant les documents suivants :

- Un certificat d'immatriculation au Registre de Commerce du Bénin
- Un certificat CNSS des deux dernières années 2019-2020 et 2021
- Des attestations de non-faillite, de non-liquidation et de non-poursuite judiciaire datant de moins de trois (03) mois.
- Une attestation fiscale datant de moins de trois (03) mois montrant que le Bureau d'Etudes est en règle vis-à-vis du fisc.
- Le Numéro d'Identifiant Fiscal Unicef (IFU)Le Numéro d'enregistrement UNGM sur le site [www.ungm.org](http://www.ungm.org)
- Le curriculum vitae de chacun des membres de l'équipe devront être signés par les titulaires et les copies des diplômes annexés
- Les CV du/de la consultant(e) principal (e) et du/de la consultant(e) associé (e);
- Un format P11 téléchargeable sur le site de l'Unicef, rempli par chaque consultant (e) ;

La non-conformité ou absence de l'attestation fiscale entraîne l'élimination du soumissionnaire et ses offres ne feront plus l'objet d'analyse.

2) une offre technique contenant :

- Les Moyens Humains, qualifications et compétences du personnel dont les services font l'objet de l'appel d'offres. Le curriculum vitae de chacun des membres de l'équipe (personnel permanent et consultant(s) extérieur(s)) ;
- Les Moyens Matériels: liste des matériels et équipements disponibles ;
- Le planning détaillé de la mission;
- L'expérience du Bureau d'Etudes : il comprend :
  - la liste exacte, nature, valeur des contrats exécutés au cours des cinq (05) dernières années (préciser les travaux sous-traités)
  - la liste exacte, nature et valeur des contrats en cours d'exécution ou à engager dans les six (6) prochains mois.
- Les Attestations de Bonne Fin d'Exécution les plus pertinentes du point de vue de leur similarité avec les travaux objets du présent avis.

3) une offre financière comprenant :

- Les honoraires par jour par consultant, le nombre de jours, le total
- Les rubriques de coûts pouvant conduire à la réussite de la mission à savoir (les perdiems, les locations de véhicules, les frais de communication, etc.)

Les prix seront exprimés en Francs CFA, hors taxe.



**ANNEXE C : CRITERES D'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET D'EVALUATION**

Le cabinet fera une proposition d'offre technique (incluant la compréhension des termes de référence, la méthodologie et le chronogramme détaillés et le plan de rédaction du manuel). Cette proposition servira de base pour la sélection du prestataire de services. Les critères de notation des offres techniques sont résumés dans le tableau suivant :

<b>Ordre</b>	<b>Critères d'évaluation de l'offre</b>	<b>Note maximale</b>
1	Compréhension des TDR	10
2	Méthodologie, chronogramme et plan de rédaction du manuel	30
3	Expérience et Références techniques pertinentes	40
4	Profil des Consultant(e)s	20
Total		100

Les critères d'évaluation seront les suivants:

- Structure d'Etat ou cabinet en règle (Pièces administratives à jour).
- Structure ou cabinet ayant fourni la meilleure offre technique en termes d'expérience de la structure, de la qualification et de l'expérience des consultants proposés, du chronogramme de mise en œuvre, de la méthodologie.
- Structure ou cabinet ayant proposé une offre financière en adéquation avec le travail demandé contenant, entre autres, les preuves de sa capacité financière certifiée par une structure habilitée, les quantités détaillées, etc....

Seuls les cabinets ayant obtenu une note minimale de 70 points à l'évaluation technique seront retenus pour l'étape suivante de l'évaluation financière.

La sélection du consultant ou de la consultante sera basée sur le principe du "meilleur rapport qualité-prix". Par conséquent, les candidats doivent indiquer leurs frais tout compris pour les services à fournir.

Evaluation financière :

Seules les offres financières des candidats ayant obtenu au moins 70 points seront ouvertes. Chaque offre financière recevra une note sur 100. A l'offre du moins-disant sera attribuée la note de 100 points. Les notes respectives des autres soumissionnaires seront calculées de la façon suivante :  $100 * \text{Montant de l'offre du moins-disant} / \text{Montant de l'offre du soumissionnaire évalué}$ . Le résultat constituera la note d'évaluation financière à attribuer aux soumissionnaires respectifs ayant franchi l'évaluation technique.

L'équipe travaille sous la coordination du Comité Le Comité de Pilotage, co-présidé par le Directeur de cabinet du Ministre du Développement de la coordination de l'action gouvernementale et celui du Ministre de l'Economie et des Finances ainsi que du Représentant de l'UNICEF, ainsi que du Comité Technique qu'est composé des représentants des toutes les sections de l'UNICEF, les principaux départements ministériels concernés par l'analyse, des représentants de la société civile, des institutions de recherche, des représentants des jeunes et adolescents.



La supervision consistera en l'assurance qualité des différents produits attendus conformément aux termes de référence de l'étude.



**ANNEXE D : ACTE DE SOUMISSION**

A Madame la Représentante de l'UNICEF

Madame la Représentante,

La société soussignée propose par les présentes, de fournir des services professionnels au titre de l'Appel d'Offres pour la réalisation du Contrôle de la Durabilité des résultats du volet Eau/Hygiène/Assainissement du Programme Survie et Epanouissement de l'Enfant de l'UNICEF Bénin. conformément à votre invitation à soumissionner en date du..... et à notre soumission. Nous déposons par les présentes, notre soumission qui inclut la soumission technique et la soumission financière sous plis séparés et fermés.

Par les présentes, nous déclarons ce qui suit :

- a) toutes les informations et déclarations indiquées dans la présente soumission sont exactes et nous reconnaissons que toute fausse déclaration y figurant pourra conduire à notre élimination ;
- b) nous ne figurons actuellement pas sur la liste des fournisseurs radiés ou suspendus de l'ONU ou sur toute autre liste d'autres organismes de l'ONU et nous ne sommes liés à aucune société ou personne figurant sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU ;
- c) nous ne faisons l'objet d'aucune procédure de faillite et ne sommes partie à aucune procédure en cours ou action en justice susceptible de compromettre la continuité de notre activité ; et
- d) nous n'employons et ne prévoyons d'employer aucune personne qui est employée ou qui a été récemment employée par l'ONU.

Nous confirmons que nous avons lu, compris et que nous acceptons par les présentes, les termes de références qui décrivent les devoirs et responsabilités qui nous incombent aux termes de la présente consultation, ainsi que les conditions générales du Contrat de services professionnels de l'UNICEF.

Nous nous engageons à nous conformer à la présente soumission pour ..... [insérez la durée de validité indiquée dans la fiche technique].

Nous nous engageons, si notre soumission est acceptée, à entamer la fourniture services au plus tard à la date indiquée.

Nous comprenons et reconnaissons pleinement que l'UNICEF n'est pas tenu d'accepter la présente soumission, que nous supporterons l'ensemble des coûts liés à sa préparation et à son dépôt et que l'UNICEF ne sera pas responsable ou redevable desdits coûts, quel que soit le déroulement ou le résultat de l'évaluation.

Nous reconnaissons que l'UNICEF n'est pas tenu de donner suite au présent appel d'offre.

Cordialement,

**Date :** \_\_\_\_\_

**Signature autorisée [en entier avec les initiales] :** .

**Nom et fonction du signataire :** \_\_\_\_\_

**Nom de la société :** \_\_\_\_\_

**Coordonnées :** \_\_\_\_\_



**ANNEXE E : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES**

<b>DESCRIPTION</b>	<b>COUTS EN FRANCS CFA</b>
1 Consultant Principal, et 1 Consultant Associé	
Proposed fee Consultant Principal (30 jours de mission) Consultant Associé (30 jours de mission)	
DSA suivant methodologie Consultant Principal Consultant Associé	
Billet d'avion classe Eco si applicable	
Autres frais si applicable, prière spécifier	
Total Coût mission	



**ANNEXE F : Modèle de lettre d'engagement**

**LETTRE D'ENGAGEMENT**  
(PRESTATIONS DE (à compléter))

Je, soussigné M..... (Mettre la fonction après les prénoms et nom)  
agissant au nom et pour le compte de .....Adresse.....  
BP.....Tel ..... E-mail:.....Inscrit  
au registre de commerce le..... sous le n°.....Numéro  
d'immatriculation ou accord cadre :..... du .....  
Faisant élection de domicile à .....

En vertu des pouvoirs qui me sont délégués :

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces mentionnées au Dossier d'Appel d'Offres  
(DAO) relatif .....  
(Mentionner l'objet du marché), et après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma  
responsabilité la nature des prestations à fournir et les difficultés du Consultant,  
Je, soussigné, offre d'exécuter les prestations conformément au DAO et pour la somme  
ferme et non révisable hors toutes taxes comprises de : .....  
..... (En toutes lettres et chiffres) à compter de la date de votre notification de  
l'approbation dudit Marché dans un délai de .....

Je m'engage, si mon offre est acceptée, à commencer et terminer la complète et parfaite  
exécution des prestations tels qu'ils sont définis dans le Marché, de :

Si mon offre est acceptée, j'obtiendrai une caution bancaire de bonne fin d'un montant de  
.....(m  
entionner en chiffres et en lettres le pourcentage) ..... % prix du marché, pour  
l'exécution satisfaisante de celui-ci.

Je m'engage sur les termes de cette offre pour une période de cent vingt (120) jours à  
compter de la date d'ouverture des plis fixés dans la DAO ; l'offre continuera à m'engager et  
pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période.

Jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé, la présente offre,  
complétée par votre acceptation écrite dans votre notification d'attribution du Marché,  
constituera un Marché nous obligeant réciproquement

....., le .....

NB : Joindre l'identité bancaire certifiée par la banque.

Fait à ..... le .....

Signature et cachet du soumissionnaire



**ANNEXE G : Modèle de présentation des références du soumissionnaire**

**Références des cinq (5) dernières années illustrant les expériences et compétences du Soumissionnaire en rapport direct avec le présent marché (nature et volume de prestations similaires)**

À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque mission pertinente que votre structure a obtenue par contrat, soit seul, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Bref descriptif du marché : (Nature et volume des prestations exécutés par le soumissionnaire)		Pays :
Lieu : (région, commune)		Valeur approximative du contrat (en FCFA) :
Date de démarrage (mois/année) :	Date d'achèvement (mois/année) :	Personnel spécialisé fourni par le soumissionnaire (nombre d'employés et profils respectifs) :
Nom, adresse, email et téléphone valides du client :		Nombre de mois de travail / durée du marché :
Nom et fonctions des responsables de l'exécution du marché (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :		
Nom, adresse, email et téléphone valides des partenaires ou sous-traitants éventuels :		



**ANNEXE H : Modèle de chronogramme d'exécution**

Les informations ci-dessous sont données à titre d'exemple. Le soumissionnaire les adaptera au besoin en tenant compte des prescriptions du DAO

Activité (tâche)	Nombre de jours	Semaines (à compter de la date de signature du contrat)					
		1	2	3	4	5	Etc...
Réunions avec services techniques et UNICEF		x					
Etc.			x	x			



**ANNEXE I : MODELE DE PLANNING DU PERSONNEL**

Les informations ci-dessous sont données à titre d'exemple. Le soumissionnaire les adaptera au besoin en tenant compte des prescriptions du DAO

Activités (tâches)	Type de personnel	Nb de personne	Période	Nb jours
		1	Semaine 1	0,5
		1	Semaine 1	1
		1	Semaine 2	3
		4	Semaine 2	5
		Etc ...	Etc ...	Etc ...

Personnel	Nombre de personnes	Nombre d'hommes-jours	Semaines (à compter de la date de signature du contrat)										
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Etc..
	1	20	X	X	X	X	X						
	3	60		X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	2	40		X	X	X	X	X	X	X	X	X	



**ANNEXE J : MODELE DE LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL**

--

Les informations ci-dessous sont données à titre d'exemple. Le soumissionnaire les adaptera au besoin en tenant compte des prescriptions du DAO

Fonction	Nom et prénom	Age	Nombre d'années d'expérience
Personnel d'encadrement			
Personnel technique			



**ANNEXE K : MODELE DE CV DU PERSONNEL**

**Nom et prénom :** \_\_\_\_\_

Métier / Fonction / Poste / Spécialité : \_\_\_\_\_

Adresse, email et téléphone : \_\_\_\_\_

Date de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Statut marital (célibataire, marié, divorcé, veuf etc.) : \_\_\_\_\_

Nombre d'années d'expérience professionnelle : \_\_\_\_\_

Nombre d'années d'emploi par le Bureau d'Etudes soumissionnaire : \_\_\_\_\_

Affiliation à des associations/groupements professionnels : \_\_\_\_\_

Qualifications clefs (ce qu'il sait faire le mieux) : \_\_\_\_\_

**Formation** (du plus récent au plus ancien) :

Années (début/fin) – Lieu de formation – Diplôme obtenu – Spécialité – Mention

Années (début/fin) – Lieu de formation – Diplôme obtenu – Spécialité – Mention

Années (début/fin) – Lieu de formation – Diplôme obtenu – Spécialité – Mention

**Expérience professionnelle (y compris stages)** (du plus récent au plus ancien) :

Années (début/fin) – Employeur – Fonction – Spécialité – Lieu de travail

- ✓ Principales activités exercées (nom du client, contact téléphone et email du client, descriptif du marché, lieu, fonction occupée, date de début et de fin du travail, durée totale travaillée)

Années (début/fin) – Employeur – Fonction – Spécialité – Lieu de travail

- ✓ Principales activités exercées (nom du client, contact téléphone et email du client, descriptif du marché, lieu, fonction occupée, date de début et de fin du travail, durée totale travaillée)

**Langues :**

Langue	Lue	Ecrite	Parlée
Français			
Fon			
Bariba			
Etc...			

**Attestation :**

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Date : \_

Nom :

Signature :

Nom de l'employeur / du représentant habilité :



**ANNEXE L: CONDITIONS GÉNÉRALES DES CONTRATS DE SERVICES**

**1. DEFINITIONS ET SITE WEB DE LA DIVISION DES APPROVISIONNEMENTS DE L'UNICEF**

1.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes conditions générales (services) :

- a) « Code de désactivation » Tout virus, trappe, minuterie ou autre routine limite, instruction ou conception, ou tout autre code malveillant, illicite ou similaire non requis susceptible de provoquer (de façon volontaire ou involontaire) la perturbation, la désactivation, l'endommagement ou le contournement des contrôles de sécurité, ou d'entraver d'une manière ou d'une autre l'exploitation ou l'exécution normale de i) tout logiciel ou service, ou ii) de tout système ou réseau d'information de l'UNICEF.
- b) « Contrat » Le Contrat de Services dont font partie les présentes conditions générales (services). Sont compris les contrats de services conclus par l'UNICEF, que ce soit ou non dans le cadre d'un accord à long terme ou contrat similaire.
- c) « Données de l'UNICEF » Toutes les informations ou données, à caractère numérique ou traitées ou détenues sous cette forme qui a) sont fournies au Fournisseur par l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux, ou pour leur compte, conformément au Contrat ou à travers l'utilisation par l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux des Services ou en relation avec les Services, ou b) qui sont recueillies par le Fournisseur dans le cadre de l'exécution du Contrat.
- d) « Fournisseur » Le fournisseur nommé dans le Contrat.
- e) « Gouvernement hôte » Tout gouvernement avec lequel l'UNICEF a mis sur pied un programme de coopération au développement ; est visé le gouvernement de tout pays dans lequel l'UNICEF fournit une aide humanitaire.
- f) « Honoraires » S'entend au sens du paragraphe 3.1.
- g) « Incident de sécurité » S'agissant de tout système d'information, service ou réseau utilisé dans la fourniture des Services ou des Prestations attendues, un ou plusieurs événements a) qui indiquent que la sécurité du système d'information, service ou réseau aurait été violée ou compromise et b) qu'une telle violation ou compromission pourrait fort probablement nuire à la sécurité des Informations confidentielles de l'UNICEF, en affaiblir ou entraver les opérations. Un Incident de sécurité comprend tout accès non autorisé aux Données de l'UNICEF, leur divulgation, utilisation ou acquisition, réel(le) ou raisonnablement présumé(e) ou la menace de tels actes, qui compromet leur sécurité, confidentialité ou intégrité ou la capacité de l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux d'y accéder.
- h) « Informations confidentielles » Les informations ou données qui sont désignées comme telles au moment où elles sont échangées entre les Parties ou qui sont rapidement reconnues comme telles par écrit lorsqu'elles sont fournies sous forme immatérielle ou communiquées oralement ; sont comprises les informations dont la nature confidentielle ou exclusive ressort clairement de leur nature, de leur qualité ou de leurs caractéristiques intrinsèques.
- i) « Parties » Le Fournisseur et l'UNICEF collectivement ; la forme singulière désignant l'un ou l'autre individuellement.
- j) « Personnel » S'agissant du Fournisseur, ses responsables, employés, agents, sous-traitants individuels et autres représentants.
- k) « Personnel essentiel » S'agissant du Fournisseur : i) les membres du Personnel désignés dans l'offre en tant que personnes clefs (au minimum, les partenaires, les gestionnaires, les auditeurs hors classe) appelés à participer à l'exécution du Contrat; ii) les membres du Personnel dont les curriculum vitae figurent dans la réponse à l'appel d'offres; iii) les personnes désignées comme membres du Personnel essentiel d'un commun accord entre le Fournisseur et l'UNICEF au cours de négociations.



l) « Prestations attendues » Le produit du travail et autres résultats que le Fournisseur doit fournir dans le cadre des Services, conformément aux dispositions applicables du Contrat.

m) « Services » Les services désignés dans les dispositions à cet effet du Contrat.

n) « Site Web de la Division des approvisionnements de l'UNICEF » Le site Web de l'UNICEF accessible au public à l'adresse [http://www.unicef.org/supply/index\\_procurement\\_policies.html](http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html), compte tenu de ses mises à jour successives.

o) « Société affiliée » En ce qui concerne le Fournisseur, toute personne morale qui lui est affiliée ou associée, y compris toute société mère, filiale et autre entité dans laquelle il détient une participation importante.

p) « Utilisateur final » Lorsque les Services ou les Prestations attendues nécessitent l'utilisation de tout système d'information, tous les employés, consultants et autres membres du personnel de l'UNICEF et tous les autres utilisateurs externes collaborant avec celui-ci et qui sont autorisés, au cas par cas, par l'UNICEF à accéder aux Services et aux Prestations attendues et à les utiliser.

1.2 Les présentes conditions générales (services), le règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption, le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants, le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et la Politique de l'UNICEF en matière de divulgation de l'information mentionnés dans le Contrat, de même que les autres politiques applicables au Fournisseur, sont consultables publiquement sur le Site Web de la Division des approvisionnements de l'UNICEF. Le Fournisseur déclare avoir pris connaissance de toutes ces politiques et de tous ces règlements à la date d'entrée en vigueur du Contrat.

## **2. FOURNITURE DES SERVICES ET DES PRESTATIONS ATTENDUES ; PERSONNEL DU FOURNISSEUR ; SOUS-TRAITANTS**

Fourniture des Services et Prestations attendues

2.1 Le Fournisseur fournit les Services et les Prestations attendues conformément à l'objet du marché prévu dans le Contrat, y compris dans le respect des délais et à la satisfaction de l'UNICEF. Sauf disposition expresse du Contrat, il s'engage à fournir, à ses frais exclusifs, tout le personnel, l'équipement, le matériel et les fournitures nécessaires et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution totale des Services et des Prestations attendues conformément aux dispositions du Contrat.

2.2 Le Fournisseur admet que, sauf stipulation expresse du Contrat, l'UNICEF n'a aucune obligation de lui fournir une quelconque assistance et ne garantit en aucun cas la disponibilité d'installations, d'équipement, de matériel, de systèmes ou de licences qui pourraient lui être utiles dans l'exécution de ses obligations découlant du Contrat. Si l'UNICEF lui accorde l'accès et l'utilisation de ses locaux, installations ou systèmes (sur site ou à distance) pour l'exécution du Contrat, le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour que son Personnel ou ses sous-traitants, en tout temps : a) utilisent cet accès exclusivement dans le but spécifique pour lequel il a été accordé; b) respectent les règles, instructions et consignes de sécurité de l'UNICEF régissant l'accès et l'utilisation, y compris les politiques de sécurité de l'information de l'UNICEF. Le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour que seuls les membres de son Personnel autorisés par lui et approuvés par l'UNICEF aient accès aux locaux, installations ou systèmes de celui-ci.

2.3 Le Fournisseur fait tout en son pouvoir pour répondre aux éventuelles demandes raisonnables de modification de l'objet du marché de Services ou des délais de fourniture des Services ou des Prestations attendues. En cas de demande de modification importante



touchant l'objet du marché ou le délai de livraison, l'UNICEF négocie avec le Fournisseur toute modification au Contrat jugée nécessaire, notamment quant aux Honoraires et aux modalités de temps. Les modifications ainsi convenues ne prennent effet qu'une fois qu'elles ont été constatées sous la forme d'un avenant écrit signé par l'UNICEF et le Fournisseur. Si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur ces modifications dans un délai de trente (30) jours, il est loisible à l'UNICEF de résilier le Contrat sans pénalité, nonobstant toute autre disposition de celui-ci.

2.4 Le Fournisseur ne demande ni n'accepte d'instructions que de l'UNICEF (ou d'entités autorisées par ce dernier à lui donner des instructions) relativement à la fourniture des Services ou à la conception et à la fourniture des Prestations attendues.

2.5 L'UNICEF conserve la propriété de tout matériel et toutes fournitures qu'il met à la disposition du Fournisseur. À l'expiration du Contrat ou lorsqu'il n'a plus besoin de ce matériel ou de ces fournitures, le Fournisseur les restitue à l'UNICEF dans l'état où ils lui ont été remis, sauf usure normale. Le Fournisseur indemnise l'UNICEF de toute perte, détérioration ou dégradation du matériel ou des fournitures autre que celle résultant de l'usure normale.

Services non conformes et conséquences des retards

2.6 S'il estime ne pas être en mesure de fournir les Services ou les Prestations attendues à la date prévue au Contrat, le Fournisseur : i) consulte immédiatement l'UNICEF en vue de convenir des moyens permettant la fourniture la plus rapide des Services et des Prestations attendues; ii) prend les mesures nécessaires pour accélérer la fourniture des Services et des Prestations attendues, à ses frais exclusifs (sauf si le retard résulte d'un cas de force majeure au sens du paragraphe 6.8 ci-dessous), sur demande raisonnable de l'UNICEF.

2.7 Le Fournisseur reconnaît que l'UNICEF peut contrôler ses prestations au titre du Contrat et peut en tout temps évaluer la qualité des Services et des Prestations en vue d'en déterminer la conformité avec les dispositions du Contrat. Le Fournisseur s'engage à coopérer pleinement aux mesures de contrôle et d'évaluation de ses prestations, sans frais ou dépenses supplémentaires pour l'UNICEF, et à fournir toutes informations utiles en réponse aux demandes raisonnables de l'UNICEF, y compris la date de réception du Contrat, l'état d'avancement détaillé, les frais à facturer et les paiements effectués par l'UNICEF ou en suspens. Le Fournisseur n'est pas dégagé de ses obligations contractuelles de garantie et autres, qu'une évaluation des Services ou Prestations attendues soit ou non effectuée.

2.8 En cas de non-conformité aux exigences du Contrat ou de fourniture tardive ou partielle des Services ou Prestations, l'UNICEF peut, sans préjudice de toute autre voie de droit, à son choix :

- a) Exiger, par notification écrite, que le Fournisseur remédie, à ses propres frais, à l'inadéquation de ses prestations, y compris tout défaut dans les Prestations attendues, à sa satisfaction dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception de la notification (ou dans un délai plus court qu'il se réserve le droit de déterminer dans sa notification) ;
- b) Exiger du Fournisseur le remboursement de tous les paiements (le cas échéant) effectués par lui et correspondant aux prestations non conformes ou incomplètes ;
- c) Se procurer tout ou partie des Services et des Prestations attendues auprès d'autres sources, et exiger du Fournisseur qu'il lui rembourse tout coût supplémentaire supérieur au solde des Honoraires dus pour ces Services et Prestations ;
- d) Notifier par écrit son intention de résilier le Contrat pour manquement, conformément au paragraphe 6.1 ci-dessous, si le Fournisseur ne remédie pas au manquement durant la période de mise en demeure prévue au paragraphe précité ou si le manquement ne peut pas être corrigé ;



e) Exiger du Fournisseur le paiement de dommages-intérêts libératoires dans les formes prévues par le Contrat.

2.9 Conformément aux dispositions du paragraphe 11.5 ci-dessous, le Fournisseur reconnaît expressément que l'acceptation par l'UNICEF des Services ou Prestations qui lui ont été fournis en retard ou qui ne sont pas entièrement conformes aux exigences du Contrat n'emporte en aucun cas de sa part renonciation aux droits découlant de la fourniture de prestations tardives ou non conformes.

Personnel et sous-traitants du Fournisseur

2.10 Les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard du Personnel du Fournisseur :

a) Les dispositions de l'article 7 (Normes déontologiques) s'appliquent au Personnel du Fournisseur, comme il y est indiqué expressément.

b) Le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier les travaux prévus au Contrat à des professionnels qualifiés, fiables et compétents qui font preuve d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de conduite morale et éthique.

c) Les qualifications du Personnel que le Fournisseur pourrait désigner ou proposer pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat sont essentiellement identiques ou supérieures à celles du personnel initialement proposé.

d) À tout moment pendant la durée du Contrat, l'UNICEF peut demander par écrit au Fournisseur de remplacer un ou plusieurs des membres du Personnel affectés. L'UNICEF n'est pas tenu d'expliquer ou de motiver une telle demande. Dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande de remplacement, le Fournisseur remplace le Personnel en question par un Personnel acceptable pour l'UNICEF. Cette disposition s'applique également au Personnel du Fournisseur qui exerce des fonctions du type « gestionnaire de comptes » ou « directeur de clientèle ».

e) Si, pour quelque raison que ce soit, un ou plusieurs membres du Personnel essentiel du Fournisseur sont empêchés de travailler dans le cadre du Contrat, le Fournisseur : i) adresse à l'autorité adjudicatrice de l'UNICEF un préavis d'au moins quatorze (14) jours ; ii) obtient l'approbation de l'autorité adjudicatrice avant de remplacer tout membre du Personnel essentiel. Le Fournisseur joint au préavis adressé à l'autorité adjudicatrice un exposé des circonstances justifiant tout remplacement proposé, motive le choix du Personnel de remplacement et en fournit les qualifications suffisamment en détail pour permettre l'évaluation de l'impact sur la mission.

f) L'approbation par l'UNICEF de tout membre du Personnel affecté par le Fournisseur (y compris le Personnel de remplacement) ne dégage en aucun cas ce dernier de ses obligations au titre du Contrat. Les membres du Personnel du Fournisseur, y compris ceux de ses différents sous-traitants, ne peuvent en aucun cas être assimilés à des fonctionnaires ou à des agents de l'UNICEF.

g) Toutes les dépenses liées au retrait ou au remplacement d'un ou plusieurs membres du Personnel du Fournisseur sont, dans tous les cas, à la charge exclusive de celui-ci.

2.11 Le Fournisseur obtient par écrit l'approbation et l'autorisation préalables de l'UNICEF pour tous les sous-traitants institutionnels dont il souhaite s'attacher les services dans le cadre du Contrat. L'approbation d'un sous-traitant par l'UNICEF ne dégage pas le Fournisseur de ses obligations découlant du Contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance sont subordonnées à celles du Contrat et interprétées à tous égards en conformité avec celles-ci.

2.12 Le Fournisseur confirme avoir lu le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants. Il s'engage à faire en sorte que son Personnel comprenne les exigences de notification



applicables, ainsi qu'à établir et à appliquer les mesures voulues pour veiller au respect de ces exigences. En outre, il coopère avec l'UNICEF à la mise en œuvre de ce règlement.

2.13 Le Fournisseur assume l'entière responsabilité de tous les Services fournis par les membres de son Personnel et ses sous-traitants et de leur conformité avec les stipulations et conditions du Contrat.

2.14 Le Fournisseur respecte toutes les normes internationales et les lois, règles et règlements nationaux en vigueur en matière de travail relatifs à l'emploi de personnel national et international dans le cadre des Services, y compris les lois, règles et règlements relatifs au paiement des parts de l'employeur de l'impôt sur le revenu, de l'assurance, de la sécurité sociale, de l'assurance maladie, de l'indemnisation des accidents du travail, de la caisse de retraite, des indemnités de départ ou d'autres paiements similaires. Sans préjudice de la portée des dispositions du présent article ou de l'article 4, le Fournisseur assume l'entière responsabilité, à la décharge de l'UNICEF a) de tous les paiements dus à son Personnel et à ses sous-traitants pour leurs services dans le cadre de l'exécution du Contrat; b) de toute action, omission, négligence ou faute de sa part ou de celle de son Personnel ou de ses sous-traitants; c) de toute couverture d'assurance pouvant être nécessaire ou souhaitable pour l'exécution du Contrat; d) de la sécurité de son Personnel et de celui de ses sous-traitants; e) des frais, dépenses ou réclamations associés à toute maladie, blessure, décès ou invalidité de membres de son Personnel ou de celui de ses sous-traitants, l'UNICEF n'assumant aucune responsabilité à l'égard des situations visées au présent paragraphe.

### **3. HONORAIRES ; FACTURATION ; EXONERATION FISCALE ; MODALITES DE PAIEMENT**

3.1 Les honoraires pour les Services correspondent au montant dans la devise précisée dans la clause à cet effet du Contrat (« Honoraires ») ; sauf stipulation expresse de celle-ci à l'effet contraire, ce montant est libellé en dollars des États-Unis. Sauf stipulation expresse contraire du Contrat, les Honoraires comprennent tous les frais, dépenses, droits ou charges que le Fournisseur peut devoir acquitter dans le cadre de l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ; sans préjudice ni limitation des dispositions du paragraphe 3.3 ci-dessous, tous les droits et autres impôts perçus par quelque autorité ou entité doivent toutefois être indiqués séparément. Il reste entendu et convenu que le Fournisseur s'interdit de demander la révision des Honoraires après la fourniture des Services ou des Prestations attendues et que les Honoraires ne peuvent être modifiés que par accord écrit conclu entre les Parties préalablement à la fourniture des Services ou des Prestations attendues. L'UNICEF n'accepte pas de revoir les Honoraires sur la base de modifications ou d'interprétations de l'objet du marché dont l'initiative vient du Fournisseur. L'UNICEF n'est pas tenu de payer pour une tâche accomplie ou un matériel fourni par le Fournisseur qui ne relève pas de l'objet du marché ou qui n'a pas été préalablement autorisé par l'UNICEF.

3.2 Le Fournisseur ne présente de facture à l'UNICEF qu'après avoir fourni les Services (ou des composantes des Services) et les Prestations attendues (ou des éléments des Prestations attendues) conformément au Contrat et à la satisfaction de l'UNICEF. Il remet : a) une (1) facture pour le paiement recherché, dans la devise prévue au Contrat et en anglais, avec mention du numéro de référence figurant sur la page de couverture du Contrat ; b) une description claire et spécifique des Services et des Prestations fournis, ainsi que les pièces justificatives pour les dépenses à rembourser, le cas échéant, suffisamment détaillées pour permettre à l'UNICEF de vérifier les montants portés sur la facture.

3.3 Le Fournisseur autorise l'UNICEF à déduire de ses factures toute somme correspondant aux impôts directs (à l'exclusion des charges liées aux services publics), aux droits de douane



et aux autres charges similaires à l'égard des articles importés ou exportés pour l'usage de l'UNICEF, conformément à l'exonération prévue à la section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946. En cas de refus par les autorités nationales d'appliquer cette exonération, le Fournisseur consulte immédiatement l'UNICEF en vue d'arrêter une façon de procéder acceptable pour les deux Parties. Il apporte sa pleine coopération à l'UNICEF pour l'aider à obtenir l'exonération ou le remboursement des impôts sur la valeur ajoutée et autres impôts similaires.

3.4 L'UNICEF informe le Fournisseur de toute contestation ou incohérence dans le contenu ou la forme de toute facture. Lorsque la contestation ne porte que sur une partie de la facture, l'UNICEF verse au Fournisseur le montant de la partie non contestée conformément au paragraphe 3.5 ci-dessous. L'UNICEF et le Fournisseur se concertent de bonne foi pour résoudre rapidement toute contestation relative à une facture. Une fois la contestation résolue, les montants dont la facturation n'était pas conforme au Contrat sont déduits des factures où ils figurent et l'UNICEF paie les éléments restants conformément au paragraphe 3.5 dans un délai de trente (30) jours à compter de la résolution définitive de la contestation.

3.5 L'UNICEF règle le montant non contesté de la facture du Fournisseur dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de celle-ci et des pièces justificatives requises, conformément au paragraphe 3.2 ci-dessus. Le montant payé tient compte de toute remise figurant dans les conditions de paiement prévues au Contrat. Le Fournisseur n'a droit à aucun intérêt en cas de paiement tardif ou sur quelque somme due au titre du Contrat, et aucun intérêt ne court sur les sommes retenues par l'UNICEF en cas de contestation. Le paiement ne dégage pas le Fournisseur des obligations que lui impose le Contrat et n'emporte ni acceptation par l'UNICEF des prestations du Fournisseur ni renonciation de sa part aux droits y afférents.

3.6 Sur chaque facture, le Fournisseur fait porter les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF lors de son enregistrement. Tous les paiements dus au Fournisseur au titre du Contrat sont effectués par virement électronique sur son compte bancaire. Il incombe au Fournisseur de s'assurer que les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF sont à jour et exactes et de communiquer tout changement par écrit à celui-ci, accompagné de pièces justificatives considérées satisfaisantes par lui.

3.7 Le Fournisseur reconnaît et accepte que l'UNICEF est en droit de retenir le paiement de toute facture s'il estime que ses prestations ne sont pas conformes aux conditions du Contrat ou que les pièces justificatives fournies à l'appui de la facture sont insuffisantes.

3.8 L'UNICEF est en droit de déduire de toute somme due et exigible au titre du Contrat toute créance, dette ou autre réclamation (y compris tout trop-perçu) que le Fournisseur lui doit au titre du Contrat ou de tout autre contrat ou accord conclu entre les Parties. L'UNICEF n'est pas tenu de donner préavis au Fournisseur avant d'exercer ce droit de compensation (le Fournisseur renonçant à un tel préavis). L'UNICEF notifie dans les plus brefs délais au Fournisseur son intention d'exercer ce droit et lui en explique les motifs, l'absence de notification étant toutefois sans effet sur la validité de la compensation.

3.9 Chacune des factures réglées par l'UNICEF peut faire l'objet d'un audit de la part des auditeurs externes et internes de l'UNICEF ou d'autres agents agréés de l'UNICEF, en tout temps pendant la durée du Contrat et la période de trois (3) ans qui suit son expiration. L'UNICEF a droit au remboursement par le Fournisseur des sommes dont le paiement a, à l'issue de tels audits, été jugé non conforme au Contrat, indépendamment des raisons pour lesquelles ces paiements ont été faits (y compris les actions ou omissions des fonctionnaires et autres membres du personnel de l'UNICEF).



#### **4. DECLARATIONS ET GARANTIES ; INDEMNISATION ; ASSURANCE**

##### Déclarations et garanties

4.1 Le Fournisseur déclare et garantit que, à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée : a) il a toute la capacité et tous les pouvoirs nécessaires pour y être partie et s'acquitter des obligations qui en découlent et que le Contrat est licite, valide et contraignant, et lui est opposable dans les conditions qui y sont stipulées; b) toutes les informations qu'il a précédemment fournies ou qu'il fournit à l'UNICEF pendant la durée du Contrat, qu'elles le concernent ou qu'elles concernent les Services et les Prestations attendues sont exactes, correctes, précises et véridiques; c) il est solvable et en mesure de fournir les Services à l'UNICEF conformément aux conditions du Contrat; d) il détient et s'engage à conserver, tout au long de la durée du Contrat, tous les droits, permis, licences, pouvoirs et ressources nécessaires, selon le cas, pour fournir les Services et les Prestations attendues à la satisfaction de l'UNICEF et pour s'acquitter de ses obligations découlant du Contrat; e) le travail réalisé est et sera propre au Fournisseur et ne porte atteinte à aucun droit d'auteur, marque déposée, brevet ou autre droit de propriété de tiers; f) sauf stipulation expresse du Contrat, il n'a conclu et s'engage à ne conclure aucun accord ou arrangement susceptible de restreindre ou de limiter le droit de quiconque d'utiliser, de vendre ou de céder les Prestations attendues ou autres travaux résultant des Services ou d'en disposer autrement. Le Fournisseur s'engage à remplir ses engagements dans le respect des intérêts de l'UNICEF et à s'abstenir de toute action pouvant porter préjudice à celui-ci ou à l'Organisation des Nations Unies.

4.2 Le Fournisseur déclare et garantit qu'à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée, lui et son Personnel et ses sous-traitants exécuteront le Contrat et fourniront les Services et les Prestations attendues a) de manière professionnelle et selon les règles de l'art; b) avec la diligence raisonnable et les compétences et conformément aux normes professionnelles les plus élevées attendues de professionnels offrant les mêmes services ou des services substantiellement similaires dans un secteur d'activité similaire; c) avec une priorité égale à celle accordée aux mêmes services ou à des services similaires pour d'autres clients du Fournisseur; d) conformément à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements relatifs à l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat et à la fourniture des Services et des Prestations attendues.

4.3 Les déclarations et les garanties prévues aux paragraphes 4.1 et 4.2 sont stipulées au profit : a) de chaque entité (le cas échéant) apportant une contribution financière directe à l'obtention, par l'UNICEF, des Services et des Prestations attendues ; b) de chaque gouvernement ou autre entité (le cas échéant) qui bénéficie directement des Services et des Prestations attendues.

##### Indemnisation

4.4 Le Fournisseur s'engage à indemniser, à garantir, à exonérer et à défendre, à ses frais, l'UNICEF et ses responsables, fonctionnaires, consultants et agents, ainsi que toute entité qui apporte une contribution financière directe à l'obtention, par l'UNICEF, des Services et des Prestations attendues et chaque gouvernement ou autre entité qui bénéficie directement des Services et des Prestations attendues, à l'égard de toute poursuite, réclamation, revendication, perte ou action en responsabilité de toute nature, y compris les frais et dépens afférents, de la part de tiers et découlant d'actes ou d'omissions imputables à lui-même, à son Personnel ou à ses sous-traitants dans l'exécution du Contrat. Sont notamment visées : a) toute réclamation ou action en responsabilité en matière d'indemnisation des accidents du travail; b) la responsabilité du fait des produits; c) toute action ou réclamation liée à la contrefaçon présumée d'un droit d'auteur ou d'autres droits ou licences de propriété intellectuelle, brevets,



dessins, noms commerciaux ou marques de commerce se rapportant aux Prestations attendues, ou à toute autre forme de responsabilité découlant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, d'œuvres protégées ou d'autres droits de propriété intellectuelle fournis à l'UNICEF sous licence ou autrement, dans le cadre du Contrat, ou utilisés par le Fournisseur, son Personnel ou ses sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

4.5 L'UNICEF informe le Fournisseur au sujet de telles poursuites, réclamations, revendications, pertes ou actions en responsabilité dans un délai raisonnable après en avoir pris connaissance. Le Fournisseur assume l'entière direction de tout règlement, défense ou transaction dans le cadre de toute poursuite, procédure, réclamation ou demande, sauf en ce qui concerne la revendication ou la protection des privilèges et immunités de l'UNICEF ou toute autre question s'y rapportant (notamment en ce qui concerne les relations de ce dernier avec les Gouvernements hôtes), lesquelles, s'agissant des rapports entre les Parties, relèvent exclusivement de l'UNICEF (ou des entités publiques concernées). Ce dernier est en droit de se faire représenter à ses frais par un conseil indépendant de son choix dans le cadre de telles poursuites, procédures, réclamations ou demandes.

#### **Assurance**

4.6 Le Fournisseur se conforme aux exigences suivantes en matière d'assurance :

a) Il souscrit et maintient en vigueur, auprès d'assureurs réputés et avec une couverture suffisante, une assurance contre tous les risques qu'il pourrait encourir au titre du Contrat (y compris le risque de réclamations liées à ses prestations au titre du Contrat ou en découlant), notamment :

i) Une assurance tous risques sur ses biens et le matériel utilisé pour l'exécution du Contrat ;  
ii) Une assurance responsabilité civile générale contre tous risques liés au Contrat et les réclamations qui pourraient en découler, assortie d'une couverture suffisante pour couvrir toutes réclamations découlant des prestations du Fournisseur ou s'y rapportant ;  
iii) Une assurance suffisante en matière d'indemnisation des salariés et de responsabilité civile de l'employeur ou l'équivalent à l'égard de son Personnel et de ses sous-traitants, pour couvrir toute réclamation au titre du décès ou du préjudice corporel ou matériel découlant de l'exécution du Contrat ;

iv) Toute autre assurance dont pourront convenir par écrit l'UNICEF et le Fournisseur ;

b) Le Fournisseur maintient la couverture d'assurance visée à l'alinéa a) du présent paragraphe pendant la durée du Contrat et la période s'étendant, après la cessation d'effet du Contrat, jusqu'à la prescription de toute réclamation visée par l'assurance.

c) Le Fournisseur prend en charge le montant de toute franchise ou retenue prévue par la police d'assurance.

d) Sauf en ce qui concerne l'assurance visée au point iii) de l'alinéa a) ci-dessus, toute police d'assurance souscrite par le Fournisseur au titre du présent paragraphe : i) désigne l'UNICEF comme assuré supplémentaire ; ii) prévoit la renonciation de l'assureur à tout droit de subrogation contre l'UNICEF ; iii) stipule que l'assureur adresse à ce dernier un préavis écrit de trente (30) jours avant toute annulation ou modification de la couverture.

e) Le Fournisseur remet sur demande à l'UNICEF des preuves satisfaisantes de la souscription des assurances prévues au présent paragraphe.

f) Le respect des exigences du Contrat en matière d'assurance ne limite en aucun cas la responsabilité du Fournisseur, que ce soit au titre du Contrat ou autrement.

#### **Responsabilité**

4.7 Le Fournisseur indemnise sans délai l'UNICEF en cas de perte, de destruction ou d'endommagement des biens de celui-ci par son Personnel ou l'un de ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat.



## **5. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU AUTRE ; PROTECTION DES DONNEES ; CONFIDENTIALITE**

Droits de propriété intellectuelle ou autre

5.1 Sauf stipulation expresse à l'effet contraire du Contrat :

a) Sous réserve de l'alinéa b) du présent paragraphe, sont dévolus à l'UNICEF tous les droits de propriété intellectuelle ou autres, notamment les brevets, les droits d'auteur et les marques déposées, afférents aux produits, procédés, inventions, idées, savoir-faire, documents, données et autres articles (« Éléments protégés ») : i) que le Fournisseur conçoit pour l'UNICEF dans le cadre du Contrat et qui se rapportent directement à l'exécution de celui-ci ou ii) qui sont produits, préparés ou rassemblés dans le cadre de l'exécution du Contrat. Le terme « Éléments protégés » comprend notamment tous dessins, cartes, photographies, plans, rapports, recommandations, estimations et documents élaborés ou reçus par le Fournisseur, ainsi que toutes autres données compilées ou obtenues par lui au titre du Contrat. Le Fournisseur reconnaît et accepte que les Éléments protégés constituent des œuvres réalisées sur commande pour l'UNICEF. Ils sont assimilés aux Informations confidentielles de l'UNICEF et ne sont remis qu'aux responsables autorisés de celui-ci à l'expiration ou en cas de résiliation du Contrat.

b) L'UNICEF renonce à revendiquer quelque intérêt dans les droits de propriété intellectuelle ou autre du Fournisseur nés avant l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ou qu'il peut acquérir ou avoir acquis indépendamment de l'exécution de ces obligations. Le Fournisseur accorde à l'UNICEF une licence perpétuelle, non exclusive et sans redevance, pour la jouissance de ces droits de propriété intellectuelle ou autre aux seules fins du Contrat et conformément aux stipulations de celui-ci.

c) À la demande de l'UNICEF, le Fournisseur prend toutes dispositions nécessaires, signe tous les documents requis et apporte son concours en vue de protéger ces droits de propriété et les transférer (sous licence dans le cas des droits de propriété intellectuelle visés à l'alinéa b) ci-dessus) à l'UNICEF, conformément au droit applicable et aux stipulations du Contrat.

Confidentialité

5.2 La Partie qui reçoit de l'autre des Informations confidentielles que celle-ci considère comme lui appartenant ou qui lui sont fournies ou communiquées dans le cadre de l'exécution du Contrat ou à l'occasion de son objet veille à assurer leur confidentialité. Elle accorde le même soin et la même discrétion que ceux accordés à ses propres Informations confidentielles pour éviter la communication de celles de la Partie dont elles émanent et ne les utilise qu'aux fins pour lesquelles elles lui ont été transmises. Elle s'interdit de les communiquer à qui que ce soit :

a) À l'exception de ses Sociétés affiliées, employés, fonctionnaires, représentants, agents et sous-traitants qui en ont besoin pour l'exécution d'obligations découlant du Contrat ;

b) À moins : i) qu'elles ne lui aient été communiquées sans restriction par une tierce partie ; ii) qu'elles n'aient été communiquées par la Partie dont elles émanent à des tiers sans obligation de confidentialité ; iii) qu'elles n'aient été connues du destinataire avant leur communication par la Partie dont elles émanent ; iv) qu'elles ne soient établies à un moment quelconque par le destinataire de manière totalement indépendante de leur communication au titre du Contrat.

5.3 S'il est requis de communiquer des Informations confidentielles de l'UNICEF dans le cadre d'une mesure d'instruction ou de police, le Fournisseur, avant d'obtempérer : a) en donne à l'UNICEF un préavis suffisant pour lui permettre d'obtenir l'intervention des autorités publiques



nationales compétentes afin de prendre toute mesure de protection ou autre qu'il estime opportune ; b) avise en conséquence l'autorité requérante. L'UNICEF est en droit de communiquer les Informations confidentielles du Fournisseur dans la mesure requise au titre des résolutions et règlements de ses organes directeurs.

5.4 Le Fournisseur ne peut en aucun cas communiquer à quelque personne, gouvernement ou autorité extérieure à l'UNICEF quelque information dont il a connaissance en raison de ses liens avec l'UNICEF et qui n'a pas été rendue publique, sauf autorisation écrite préalable de celui-ci ; il ne peut en aucun cas utiliser pareille information à des fins privées.

Protection et sécurité des données

5.5 Les Parties conviennent que toutes les Données de l'UNICEF, ainsi que tous les droits (y compris les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété), titres et intérêts liés à ces Données, appartiennent exclusivement à l'UNICEF, et que le Fournisseur a une licence non exclusive limitée lui permettant d'accéder aux Données de l'UNICEF et de les utiliser dans le seul but d'exécuter ses obligations découlant du Contrat. À l'exception de cette licence, le Fournisseur n'a aucun autre droit, exprès ou implicite, sur les Données de l'UNICEF ou leur contenu.

5.6 Le Fournisseur confirme qu'il dispose de mesures de protection des données conformes à toutes les normes applicables en la matière et aux exigences légales et qu'il s'engage à les appliquer à la collecte, au stockage, à l'exploitation, au traitement, à la conservation et à la destruction des Données de l'UNICEF. Il s'engage à se conformer à toutes orientations ou conditions d'accès et de divulgation des Données de l'UNICEF qui lui sont notifiées.

5.7 Le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour assurer la séparation logique des Données de l'UNICEF d'autres informations dans toute la mesure du possible. Il utilise des garanties et des contrôles (infrastructures administratives, techniques, physiques, procédurales et sécuritaires, installations, outils, technologies, pratiques et autres mesures de protection) nécessaires et suffisants pour s'acquitter de ses obligations de confidentialité visées au présent article qui s'appliquent aux Données de l'UNICEF. Si l'UNICEF en fait la demande, le Fournisseur lui fournit des copies des politiques applicables et une description des garanties et des contrôles qu'il utilise pour s'acquitter de ses obligations au titre du présent paragraphe, ces politiques et cette description étant traitées comme des Informations confidentielles du Fournisseur dans le cadre du Contrat. L'UNICEF peut évaluer l'efficacité de ces garanties, contrôles et mesures de protection, et, s'il en fait la demande, le Fournisseur lui apporte sa pleine coopération dans le cadre d'une telle évaluation sans frais supplémentaires pour l'UNICEF. Le Fournisseur et son Personnel ne procèdent en aucun cas au transfert, à la duplication, à la suppression ou au stockage de Données de l'UNICEF sur un site, réseau ou système de ce dernier sans l'approbation écrite préalable d'un responsable autorisé de l'UNICEF.

5.8 Sauf stipulation contraire du Contrat ou avec le consentement écrit préalable de l'UNICEF, le Fournisseur n'installe aucun logiciel ou application sur une machine, un réseau ou un système de l'UNICEF. Le Fournisseur déclare et garantit à l'UNICEF que les Services et les Prestations prévus au Contrat ne contiennent aucun Code de désactivation et que l'UNICEF ne recevra du Fournisseur aucun Code de désactivation dans le cadre de l'exécution du Contrat. Sans préjudice des autres droits et voies de droit de l'UNICEF, si un Code de désactivation est identifié, le Fournisseur prend, à ses frais exclusifs, toutes les mesures nécessaires pour : a) restaurer ou reconstituer toutes les Données que l'UNICEF et des Utilisateurs finaux auraient perdues du fait du Code de désactivation ; b) fournir à l'UNICEF une version corrigée des Services sans Code de désactivation ; c) au besoin, exécuter les Services de nouveau.



5.9 En cas d'Incident de sécurité, le Fournisseur prend, le plus tôt possible après avoir eu connaissance de cet Incident et à ses frais exclusifs, les mesures suivantes : a) informer l'UNICEF de l'Incident de sécurité et des mesures correctives proposées ; b) mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour atténuer ou réparer les dommages ; c) le cas échéant, rétablir l'accès de l'UNICEF et, sur instruction de celui-ci, des Utilisateurs finaux, aux Services. Le Fournisseur tient l'UNICEF informé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de réparation des dommages. Il coopère pleinement, à ses frais exclusifs, aux mesures d'enquête, de réparation et d'intervention prises par l'UNICEF en cas d'Incident de sécurité. Si le Fournisseur ne parvient pas à résoudre, à la satisfaction raisonnable de l'UNICEF, l'Incident de sécurité, ce dernier peut résilier le Contrat avec effet immédiat.

**Prestataires de services et sous-traitants**

5.10 Le Fournisseur impose à ses prestataires de services, sous-traitants et autres tiers les mêmes exigences en matière de protection des données et de non-divulgaration des Informations confidentielles que celles qui lui sont imposées au présent article, et s'engage à les faire respecter par ceux-ci.

**Expiration du Contrat**

5.11 À l'expiration du Contrat ou en cas de résiliation anticipée de celui-ci, le Fournisseur :

- a) Restitue à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il a reçues de lui, y compris les Données de l'UNICEF, ou, au choix de ce dernier, détruit toutes les copies des informations que lui ou ses sous-traitants détiennent et confirme par écrit cette destruction à l'UNICEF ;
- b) Transfère à l'UNICEF toutes les informations se rapportant à la propriété intellectuelle ou autre, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 5.1.

## **6. RESILIATION ; FORCE MAJEURE**

**Résiliation par l'une des Parties pour manquement important**

6.1 En cas de manquement important par une Partie à l'une quelconque de ses obligations résultant du Contrat, l'autre peut lui adresser un avis écrit lui enjoignant de corriger le manquement, dans la mesure où il peut l'être, dans les trente (30) jours suivant la réception dudit avis. Si la Partie en défaut ne remédie pas au manquement dans le délai de trente (30) jours ou si le manquement ne peut être corrigé, l'autre Partie peut résilier le Contrat. La résiliation prend effet trente (30) jours après la réception, par la Partie en défaut, de l'avis de résiliation écrit. L'ouverture d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage, conformément à l'article 9 (Privilèges et immunités ; règlement des différends) ci-dessous, ne constitue pas un motif de résiliation du Contrat.

**Droits supplémentaires de résiliation de l'UNICEF**

6.2 Outre les droits de résiliation prévus au paragraphe 6.1 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat avec effet immédiat sur remise d'un avis écrit à cet effet, sans frais de résiliation ni aucune autre obligation de quelque nature :

- a) Dans les situations prévues à l'article 7 (Normes déontologiques) et conformément aux conditions qui y sont énoncées ;
- b) Si le Fournisseur enfreint l'une des dispositions des paragraphes 5.2 à 5.11 (Confidentialité ; protection des données et sécurité) ;
- c) Si le Fournisseur : i) est déclaré en faillite, fait l'objet d'une mesure de liquidation, devient insolvable, demande un moratoire de ses dettes ou demande à être déclaré insolvable; ii) obtient un moratoire de ses dettes ou est déclaré insolvable; iii) procède à une cession au



bénéfice d'un ou plusieurs de ses créanciers; iv) voit ses biens placés sous administration judiciaire pour cause d'insolvabilité; v) propose à ses créanciers un règlement amiable pour éviter d'être déclaré en faillite ou insolvable; vi) a connu, de l'avis raisonnable de l'UNICEF, une détérioration de sa situation financière telle qu'elle risque d'empêcher ou de compromettre gravement l'exécution par lui des obligations découlant du Contrat.

6.3 Outre les droits de résiliation prévus aux paragraphes 6.1 et 6.2 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat en tout temps sur remise d'un avis écrit adressé au Fournisseur dans tous les cas où le mandat ou le financement de l'UNICEF se rapportant à l'exécution du Contrat est réduit ou annulé, en tout ou en partie. L'UNICEF peut également résilier le Contrat moyennant un préavis écrit de soixante (60) jours adressé au Fournisseur sans avoir à motiver sa décision.

6.4 Dès qu'il reçoit un avis de résiliation de l'UNICEF, le Fournisseur prend immédiatement les dispositions nécessaires pour mettre fin rapidement et de façon ordonnée aux activités qu'il avait entreprises pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat, en veillant à n'engager à cette fin que le minimum de dépenses ; il s'abstient, à compter de la date de réception de l'avis de résiliation, de prendre de nouveaux engagements dans le cadre du Contrat. En outre, il prend toutes autres dispositions qu'il juge nécessaires ou que l'UNICEF lui demande par écrit de prendre pour réduire les risques de pertes et pour assurer la protection et la préservation des biens, corporels ou incorporels, qui se trouvent en sa possession dans le cadre de l'exécution du Contrat et sur lesquels l'UNICEF détient ou est susceptible d'acquérir des droits.

6.5 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur remet immédiatement à l'UNICEF tout travail fini qui n'a pas été livré et accepté avant la réception de l'avis de résiliation, ainsi que toute donnée, matériel ou travail en cours au titre du Contrat. Si l'UNICEF obtient l'assistance d'une autre partie pour continuer les Services ou compléter tout travail inachevé, le Fournisseur apportera une coopération raisonnable à l'UNICEF et à cette partie dans la migration ordonnée des Services et le transfert de toute donnée, et de tout matériel et travail en cours relatif au Contrat. Le Fournisseur restitue, en même temps, à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il lui a fournies et lui transfère toutes les informations sur les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété conformément à l'article 5.

6.6 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur n'a droit au paiement par l'UNICEF que des Services et des Prestations attendues fournis à sa satisfaction conformément au Contrat et uniquement si ceux-ci étaient requis ou demandés avant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation, ou en cas de résiliation par lui-même, avant la date de prise d'effet de cette résiliation. Le Fournisseur n'a droit à aucun paiement autre que ceux prévus au présent paragraphe, mais il demeure responsable envers l'UNICEF de toute perte ou tout dommage que ce dernier pourrait subir en raison d'un manquement de sa part (notamment quant au coût de l'acquisition et de la fourniture de Services ou de Prestations de remplacement).

6.7 Les droits de résiliation visés au présent article s'ajoutent à tous les autres droits et voies de droit dont dispose l'UNICEF au titre du Contrat.

**Force majeure**

6.8 Si un cas de force majeure met définitivement une Partie dans l'incapacité totale ou partielle d'honorer les obligations qui lui incombent au titre du Contrat, l'autre Partie peut résilier celui-ci aux conditions énoncées au paragraphe 6.1, sauf que le délai de préavis est alors réduit à sept (7) jours au lieu de trente (30) jours. Le terme « Force majeure » s'entend de tout fait imprévisible et imparable résultant de causes indépendantes de la volonté des Parties et comprend les phénomènes naturels, les actes de guerre (que celle-ci ait été déclarée ou non), les invasions, les révolutions, les insurrections, les actes de terrorisme et tous autres événements de nature ou de gravité comparable. Sont toutefois exclus : a) tout fait causé par la négligence ou l'action intentionnelle d'une Partie; b) tout fait qu'une partie diligente aurait



raisonnablement dû prendre en considération ou prévoir au moment où le Contrat a été conclu; c) l'insuffisance de fonds, l'impossibilité d'effectuer les paiements requis au titre du Contrat ou tout phénomène économique, y compris l'inflation, l'augmentation des prix ou la disponibilité de la main-d'œuvre; d) tout fait résultant de conditions difficiles ou de problèmes logistiques rencontrés par le Fournisseur (y compris les troubles civils) en raison des lieux où l'UNICEF intervient ou est sur le point de le faire ou d'où il se retire, ou lié aux activités d'aide humanitaire, d'urgence ou d'intervention de l'UNICEF.

## **7. NORMES DEONTOLOGIQUES**

7.1 Sous réserve de la portée générale des dispositions de l'article 2, le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier l'exécution des travaux prévus au Contrat à des personnes fiables et compétentes qui font preuve d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de comportement moral et éthique.

7.2 a) Le Fournisseur déclare et garantit qu'il n'a offert et n'offrira à aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou d'un organisme du système des Nations Unies quelque avantage direct ou indirect relativement au Contrat, notamment en vue de l'adjudication de celui-ci. Sont notamment considérés comme un tel avantage direct ou indirect les cadeaux, les faveurs ou l'hospitalité.

b) Le Fournisseur déclare et garantit que les exigences ci-après concernant les anciens fonctionnaires de l'UNICEF ont été respectées et continueront de l'être :

i) Au cours de l'année qui suit la cessation d'emploi d'un fonctionnaire de l'UNICEF, il lui est interdit de faire à celui-ci une offre d'emploi directe ou indirecte si, au cours des trois années précédant la fin de son engagement, il a participé à quelque aspect d'un processus d'approvisionnement de l'UNICEF auquel lui-même a pris part.

ii) Au cours des deux (2) années suivant sa cessation d'emploi à l'UNICEF, il est interdit à l'ancien fonctionnaire de communiquer avec l'UNICEF en son nom ou d'intervenir en sa faveur, directement ou indirectement, relativement à toute question relevant des responsabilités qu'il assumait en son sein.

c) Le Fournisseur déclare également, en ce qui concerne tous les aspects du Contrat (y compris l'adjudication de celui-ci par l'UNICEF, ainsi que la sélection des sous-traitants et l'attribution de contrats de sous-traitance), qu'il a fait part à l'UNICEF de toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts réel ou potentiel ou d'être raisonnablement perçue comme telle.

7.3 Le Fournisseur déclare et garantit également que ni lui ni ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs n'ont fait l'objet d'aucune sanction ou suspension temporaire imposée par un organisme du système des Nations Unies ou par une autre organisation intergouvernementale internationale. Le Fournisseur informe immédiatement l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses Sociétés affiliées ou son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée du Contrat.

7.4 Le Fournisseur : a) s'engage à observer les normes déontologiques les plus élevées ; b) s'efforce de protéger l'UNICEF contre la fraude dans l'exécution du Contrat ; c) se conforme aux dispositions applicables du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption. En particulier, il s'interdit tout acte de corruption ou manœuvre frauduleuse, coercitive, collusoire ou obstructive au sens du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption ; cet engagement vaut également pour les membres de son Personnel, ses agents et sous-traitants.



7.5 Pendant la durée du Contrat, le Fournisseur se conforme : a) à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements applicables à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ; b) aux normes de conduite énoncées par le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies (disponible sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies à l'adresse [www.ungm.org](http://www.ungm.org)).

7.6 Le Fournisseur déclare et garantit que ni lui ni ses Sociétés affiliées ne se livrent, directement ou indirectement : a) à quelque pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris l'article 32, ou la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, n° 182 (1999); b) à la fabrication, la vente, la distribution ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.

7.7 Le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles de la part de son Personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par lui pour fournir quelque service dans le cadre du Contrat. En ce sens, toute activité sexuelle avec une personne de moins de 18 ans, indépendamment des lois relatives à l'âge de consentement, constitue une forme d'exploitation ou d'atteintes sexuelles contre cette personne. En outre, le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour interdire à son Personnel, y compris ses employés et toute autre personne engagée par lui, de fournir une somme d'argent, des biens, des services ou quelque autre contrepartie en échange de faveurs sexuelles ou d'activités de nature sexuelle à caractère dégradant. Cette disposition constitue une condition fondamentale du Contrat et tout manquement à cet égard donne à l'UNICEF le droit de résilier le Contrat immédiatement, sur avis adressé au Fournisseur, sans aucuns frais de résiliation ou autre obligation de quelque nature.

7.8 Le Fournisseur informe l'UNICEF dès qu'il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec les engagements et déclarations prévus au présent article.

7.9 Le Fournisseur reconnaît et convient que chacune des dispositions du présent article constitue une condition fondamentale du Contrat.

a) L'UNICEF se réserve le droit, à son entière discrétion, de suspendre ou de résilier avec effet immédiat le Contrat et tout autre contrat passé entre lui et le Fournisseur sur avis écrit adressé à ce dernier si : i) il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec le Contrat ou en cas de manquement par le Fournisseur à l'un ou l'autre des engagements et déclarations prévus au présent article ou aux dispositions correspondantes de tout contrat le liant au Fournisseur ou à l'une de ses Sociétés affiliées; ii) le Fournisseur ou l'une de ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une sanction ou suspension temporaire au sens du paragraphe 7.3 pendant la durée du Contrat.

b) En cas de suspension, si le Fournisseur prend les mesures voulues pour remédier à la situation ou au manquement en question à la satisfaction de l'UNICEF et dans le délai stipulé dans l'avis de résiliation, l'UNICEF peut lever la suspension par notification écrite au Fournisseur, le Contrat et tous les autres contrats concernés recommençant dès lors à produire leurs effets conformément à leurs stipulations. Si toutefois l'UNICEF n'est pas convaincu que le Fournisseur prend à cœur la résolution satisfaisante de l'affaire, il peut en tout temps exercer son droit de résilier le Contrat et tout autre contrat le liant au Fournisseur.

c) La suspension ou résiliation au titre du présent article 7 n'entraîne aucuns frais de résiliation ni aucune autre obligation ou autre forme de responsabilité de quelque nature.

## **8. PLEINE COOPERATION AUX AUDITS ET ENQUETES**



8.1 L'UNICEF est en droit d'effectuer des inspections, des audits après paiement ou des enquêtes sur tout aspect du Contrat, y compris son adjudication, son exécution et les prestations des Parties en général, y compris l'observation par le Fournisseur des dispositions de l'article 7 ci-dessus. Le Fournisseur coopère pleinement et en temps voulu aux inspections, audits après paiement et enquêtes, notamment en donnant accès à son Personnel et à tous documents et données utiles, suivant des modalités de temps et autres qui soient raisonnables, et accorde à l'UNICEF et aux inspecteurs, vérificateurs ou enquêteurs l'accès à ses locaux à des moments et dans des conditions raisonnables afin qu'ils puissent avoir accès à son Personnel et à tous documents et données utiles. Le Fournisseur exige de ses sous-traitants et agents, y compris ses avocats, comptables et autres conseillers, qu'ils apportent leur concours raisonnable aux inspections, audits après paiement et enquêtes effectués par l'UNICEF.

## **9. PRIVILEGES ET IMMUNITES ; REGLEMENT DES DIFFERENDS**

9.1 Aucune disposition du Contrat ni aucun élément y afférent ne doit s'interpréter comme une renonciation, expresse ou implicite, volontaire ou involontaire, à l'un ou l'autre des privilèges et immunités conférés à l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNICEF et ses organes subsidiaires, par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies de 1946, ou autrement.

9.2 Aucun système de droit national ou local ne peut être invoqué pour l'interprétation ou l'application des stipulations et des conditions du Contrat.

9.3 Les Parties font tout leur possible pour régler à l'amiable tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat ou s'y rapportant. Si les Parties souhaitent y parvenir par voie de conciliation, elles appliquent le Règlement de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), dans sa version en vigueur, ou toute autre procédure dont elles pourraient convenir d'un commun accord. Tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat qui n'est pas résolu dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après que l'une des Parties a reçu de l'autre une demande de règlement à l'amiable peut être soumis à arbitrage par l'une ou l'autre. L'arbitrage a lieu conformément au Règlement d'arbitrage en vigueur de la CNUDCI, dans la ville de New York aux États-Unis d'Amérique. Le tribunal arbitral rend ses décisions sur la base des principes généraux du droit commercial international. Il n'est pas habilité à accorder de réparation pour préjudice moral ou à ordonner le paiement d'intérêts à un taux supérieur au taux interbancaire alors en vigueur à Londres (LIBOR) ou d'intérêts composés. La sentence rendue à l'issue d'une telle procédure arbitrale s'impose aux Parties et règle définitivement leur différend, contestation ou réclamation.

## **10. AVIS**

10.1 Tout avis, demande ou consentement requis ou autorisé aux termes du Contrat doit être formulé par écrit et adressé au destinataire désigné à cet effet. Il est remis en mains propres, transmis par courrier recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception. Il est réputé avoir été reçu, selon le cas, au moment de sa remise en mains propres, de la signature du récépissé en cas d'envoi par courrier recommandé) ou vingt-quatre (24) heures après l'envoi de l'accusé de réception depuis l'adresse électronique du destinataire en cas d'envoi par courrier électronique avec accusé de réception.

10.2 Tout avis, document ou récépissé délivré dans le cadre du Contrat doit être conforme aux stipulations et conditions de celui-ci, lesquelles prévalent en cas d'ambiguïté, de divergence ou d'incohérence.



10.3 Tous les documents formant le Contrat et tous les documents, avis et récépissés établis ou fournis sous son régime ou s'y rapportant sont réputés comporter les stipulations de l'article 9 (Privileges et immunités ; règlement des différends), et sont interprétés et appliqués en conséquence.

## **11. DISPOSITIONS DIVERSES**

11.1 Le Fournisseur reconnaît l'engagement de l'UNICEF en faveur de la transparence, ainsi que l'énonce la Politique de celui-ci en matière de divulgation de l'information, et confirme qu'il consent à la communication au public, si l'UNICEF le juge opportun et selon les modalités fixées par lui, des stipulations et conditions du Contrat.

11.2 L'inaction de l'une des Parties à l'égard de tout manquement par l'autre aux conditions du Contrat, n'emporte en aucun cas renonciation à la violation ou au manquement, ni à quelque autre violation, manquement ou faute à venir, et ne doit pas être interprétée comme telle.

11.3 Dans ses relations avec l'UNICEF, le Fournisseur a qualité d'entrepreneur indépendant. Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme plaçant les Parties dans un rapport de mandat ou de coentreprise.

11.4 Le Fournisseur ne peut, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'UNICEF, céder, transférer, donner en gage ou autrement aliéner le Contrat, en tout ou partie, ou les droits et obligations en découlant.

11.5 Ni l'octroi d'un délai au Fournisseur pour remédier à un défaut dans le cadre du Contrat, ni l'exercice tardif ou le non-exercice, par l'UNICEF, d'une autre voie de droit à sa disposition au titre du Contrat, ne doit être interprété comme portant préjudice ou renonciation aux droits ou voies de droit dont l'UNICEF dispose au titre du Contrat.

11.6 Le Fournisseur s'interdit de chercher à saisir ou à grever d'une charge ou d'une sûreté les sommes dues ou devenant exigibles au titre du Contrat ou d'autoriser qui que ce soit d'autre à le faire, et il s'engage à lever ou faire lever toute saisie, charge ou sûreté existante.

11.7 Le Fournisseur s'abstient de faire état publiquement, à des fins commerciales ou publicitaires, de sa relation contractuelle avec l'UNICEF ou l'Organisation des Nations Unies. Hormis les références au nom de l'UNICEF dans les rapports annuels ou les communications entre lui et ce dernier, son Personnel et ses sous-traitants, il s'abstient d'utiliser, de quelque manière que ce soit, dans le cadre de ses activités et sans l'autorisation écrite de l'UNICEF, le nom, l'emblème ou le sceau officiel de celui-ci ou de l'Organisation des Nations Unies, ou toute abréviation du nom s'y rapportant.

11.8 Le Contrat peut être traduit dans d'autres langues. La traduction du Contrat est faite par souci de commodité uniquement et la version anglaise prévaut en toutes circonstances.

11.9 Aucune modification du Contrat, aucune renonciation à l'une de ses stipulations, ni aucun autre rapport contractuel avec le Fournisseur ne peut être réputé valable et opposable à l'UNICEF à moins d'avoir été constaté sous la forme d'un avenant écrit au Contrat, signé par un responsable autorisé de l'UNICEF.

11.10 La fourniture des Services et Prestations attendues et l'expiration ou la résiliation anticipée du Contrat sont sans effet sur l'application des dispositions énoncées aux paragraphes 2.14., 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1, 11.2 et 11.7.

\*\*\*